

THE
CARTER CENTER



Waging Peace. Fighting Disease. Building Hope.



A: Les Participants à la conférence internationale sur le droit à l'information publique du Centre Carter

**De: Laura Neuman
Chargée de Projet Accès à l'Information et Directeur Adjoint, Programme des Amériques
Le Centre Carter**

Sujet: Objectifs et Vue d'Ensemble de la Conférence

Nous sommes ravis que vous puissiez vous joindre à nous pour prendre en considération les succès et les défis de la création du droit à l'information à travers le monde, et pour mener une discussion primordiale sur le thème de savoir comment nous pouvons travailler ensemble pour promouvoir ce droit. La conférence sera présidée par l'ancien Président des Etats-Unis, Jimmy Carter. Deux chefs d'états en exercice, le Président de la Bolivie, Evo Morales, et le Président du Mali, Amadou Toumani Touré, ainsi que l'ancien Président du Pérou, Alejandro Toledo, seront présents à la conférence. Nous sommes très heureux d'accueillir des représentants de haut niveau de tous les secteurs de la société – des représentants de la politique, de gouvernements, des affaires, des médias, d'organisations non-gouvernementales, ainsi que d'organisations internationales et d'éminentes fondations. Au total, la conférence réunira 125 participants venant de 40 pays.

Le Contexte

Le Centre Carter a organisé une réunion préparatoire à la conférence en mai 2007 qui a servi à identifier les questions et à préciser les objectifs pour cette conférence. Nous avons demandé des commentaires de la part d'un grand nombre d'acteurs de la société civile et de gouvernements, d'organisations donatrices, et des académiciens pour la préparation de cette conférence. Tous ceux que nous avons interrogés pensent que nous sommes à un moment clef de la création du droit à l'information et que, sans projet pour le futur, il existe un risque réel de stagnation ou de retour en arrière¹. Alors qu'il y a eu des avancées significatives, particulièrement au niveau du

¹ Aux Etats-Unis, l'administration du Président Bush a mené un certain nombre d'attaques sur le Freedom of Information Act, y compris des mémos provenant du Ministère de la Justice exhortant le secret, le Vice-président Cheney soutenant qu'il ne fait pas partie de la branche exécutive et donc qu'il n'est pas soumis au Freedom of Information Act, et le récent échec dans le vote du budget 2008 qui ne prévoit pas de ressources financières pour soutenir les amendements adoptés dans la loi Open Government Act de 2007. Au Royaume Uni, le gouvernement a essayé de modifier la Loi ce qui aurait sévèrement limité son application, et ce n'est que grâce à l'action des médias que le gouvernement a été obligé de renoncer.

nombre de pays qui ont adopté des lois très étendues en faveur du droit à l'information, il n'y a peut être pas eu assez d'attention sur comment ces lois fonctionnent dans la pratique, et jusqu'à quel degré ces lois ont été mises en œuvre, appliquées et utilisées.

Par ailleurs, nous ne savons pas clairement si les bénéficiaires du droit à l'information atteignent pleinement les personnes les plus désavantagées et créent les transformations escomptées au niveau de la société. Bien que le droit à l'information semble être un outil potentiellement puissant pour garantir les responsabilités et promouvoir le développement, il y a un besoin connu de faire des recherches rigoureuses pour démontrer son impact de manière à convaincre les gouvernements que les avantages de l'ouverture sont plus importants que ceux d'une opacité qui continuerait.

La promotion du droit à l'information a été menée par une communauté isolée qui a souvent négligé d'inviter à la discussion tous les participants clés ou d'autres domaines cruciaux, et qui n'a pas de programme commun pour l'avancement futur du droit à l'information. Nous sommes à un moment critique du développement du droit à l'information au cours duquel les changements contextuels dans le monde doivent être pris en compte.

Depuis que la vague d'activités pour promouvoir le droit à l'information en tant qu'élément essentiel de la démocratie et d'une bonne gouvernance a débuté il y a dix ans, le monde a connu un changement de paradigme. Le 11 septembre et la guerre contre le terrorisme ont été utilisés (certains diront abusés) pour limiter le droit d'accès des citoyens à des informations cruciales. Les développements technologiques se passent très rapidement et les politiques ne peuvent pas suivre. Si ces développements ne sont pas encadrés d'une manière adéquate, ils pourraient gêner plutôt que promouvoir l'accès à l'information. De plus, le pouvoir que l'état détenait à une époque est maintenant dispersé vers d'autres secteurs, y compris les entreprises multinationales et le secteur privé, les institutions financières internationales, et même les organisations de la société civile, alors que les documents que ces secteurs détiennent sont en grande partie cachés du public.

Bien qu'il y ait eu de nombreuses conférences sur le sujet de l'accès à l'information, relativement peu d'entre elles ont rassemblé des hauts fonctionnaires gouvernementaux, des experts, et d'autres participants cruciaux, tels que des représentants de la société civile, du secteur privé et des médias. La plupart des réunions dans le passé portait sur le partage d'anecdotes et d'expériences, ou d'aide technique sur des thèmes spécifiques. Nous voulons que notre conférence se concentre sur les obstacles *politiques* de la mise en œuvre des régimes du droit à l'information identifiant les coûts et les bénéfices pour chaque participant. Sous la direction du Président Carter, nous souhaitons que cette conférence débouche sur un plan d'action opérationnel qu'il soit possible de mettre en œuvre.

Le But et les Objectifs :

Le but de cette conférence internationale est l'avancement d'un droit efficace à l'information dans tout le monde.

Les objectifs principaux de cette conférence sont les suivants :

1. Réfléchir au statut actuel du droit à l'information publique dans le monde
2. Analyser l'impacte de l'accès à l'information sur des domaines tels que le développement et la gouvernance
3. Explorer les actions prioritaires pour promouvoir l'adoption et la mise en œuvre totale de lois sur le droit à l'information en étudiant les considérations de *realpolitik* qui ont une influence sur tous les participants

Ces objectifs seront accomplis grâce à des premiers conférenciers, des présentations en panel, des groupes de travail, et des séances plénières. En rassemblant dans un cadre décontracté un groupe d'illustres penseurs, de personnes d'influences, et de personnes de terrain, nous espérons créer l'environnement adapté pour aboutir à ce but. A la fin de la conférence, les participants présenteront des recommandations en ordre de priorité et un plan d'attaque pour l'avancement du droit à l'information à travers le monde.

La Méthode

En dehors de la séance d'ouverture plénière et de la conclusion le dernier jour, nos débats seront à huis clos et confidentiels pour permettre à toute personne d'exprimer ses opinions et ses pensées en toute confiance. Il n'y aura pas de discours ou de procédure formelle. Les personnes qui présenteront au cours des déjeuners, des dîners et de la séance d'ouverture plénière de mercredi après-midi apporteront le contexte pour les débats à travers de très courtes présentations destinées à lancer des débats de fond. Au cours de la séance de conclusion, nous confirmerons le résumé ou la déclaration de la conférence.

Jeudi, nous nous séparerons en cinq groupes de travail pour analyser des questions spécifiques identifiées au cours d'une réunion préparatoire qui a eu lieu en mai 2007 et/ou soulevées par certains d'entre vous au cours de longues concertations. L'objectif de chaque groupe de travail est de proposer des recommandations pour passer à l'action. Nous vous demandons de réfléchir aux actions en pensant aux divers acteurs. Que peut apporter chaque acteur – acteur de la société civile, de gouvernements nationaux, d'organisations internationales, du secteur privé, des médias, des académiciens, d'institutions financières internationales, et d'organisations donatrices ? Tout le monde est égal dans ces petits groupes puisque nous avons certains des meilleurs et des plus dévoués experts et hommes de terrain dans le domaine du droit à l'information. Vos facilitateurs et rapporteurs sont les meilleurs dans le domaine et ils nous aideront à avancer pour développer des recommandations claires.

Vendredi matin, nous nous retrouverons en grand groupe pour discuter de nos conclusions et recommandations qui deviendront notre plan d'attaque défini dans notre ultime affirmation ou déclaration de conférence.

Dossier de Synthèse

En plus de vous donner des informations logistiques sur la conférence, nous ajoutons dans ce dossier de synthèse des informations sur le contexte du droit à l'information ainsi que quelques articles ciblés pour votre groupe de travail. Puisque les documents pertinents à TOUS les groupes de travail auraient été trop nombreux à envoyer, nous avons mis en ligne la totalité du dossier de synthèse sur notre site internet sur le droit à l'information :

www.cartercenter.org/accesstoinformation.html

Veuillez cliquer sur l'icône orange de la conférence.

Le facilitateur pour chaque groupe de travail a rédigé une note conceptuelle brève pour aider à lancer les discussions. Nous vous prions de nous excuser du fait que la plupart des documents est en anglais. Quand cela était possible, nous avons traduit les documents (pas les articles ou les dossiers) en espagnol et en français. Veuillez apporter avec vous le dossier de la conférence – nous ne pourrions pas imprimer les documents à la conférence.

Organisations donatrices

Une conférence de cette taille et de cette complexité ne serait pas possible sans le soutien généreux de la communauté donatrice. Nous avons eu le privilège de travailler à l'organisation de cette conférence internationale en partenariat avec la Skoll Foundation, Hewlett Foundation, CIDA, World Bank, International Development Research Centre, Coca-Cola, Open Society Institute, Hughes Foundation, Stewart Mott Foundation, et la Federal Reserve Bank of Atlanta.

Je me réjouis de bientôt tous vous rencontrer et de commencer à formuler le droit à l'information pour les années à venir. Ce sera avec votre enthousiasme et vos idées que nous garantirons le succès de ce processus. Merci d'avance pour partager ouvertement votre expertise et vos opinions avec notre communauté, et pour votre dévouement pour que tout le monde puisse avoir accès et puisse bénéficier du droit à l'information.

Conférence Internationale sur le Droit à l'Information Publique

Le Centre Carter
27 au 29 février 2008

Note logistique pour la conférence

Nous sommes ravis de vous accueillir dans la ville d'Atlanta. Veuillez trouver ci-dessous des informations pratiques pour votre arrivée et votre séjour à Atlanta.

Le transport de l'aéroport

Le Centre Carter est heureux de vous fournir le transport en groupe entre l'aéroport International Hartsfield et l'hôtel choisi pour la conférence ou bien le Centre Carter, si vous arrivez pendant les heures où nous avons du personnel à l'aéroport.

A l'arrivée :

Si vous arrivez en dehors de ces heures, nous sommes heureux de vous rembourser la course de taxi de l'aéroport à l'hôtel de la conférence ou bien au Centre Carter. Veuillez demander un reçu du chauffeur du taxi. Nous regrettons de vous informer que nous ne pourrions pas vous rembourser pour le transport en dehors de ces trois lieux à Atlanta (l'hôtel de la conférence, l'aéroport et le Centre Carter).

Le personnel du Centre Carter vous accueillera à l'aéroport aux heures suivantes :

Lundi 25 février : de 14h à 20h

Mardi 26 février : de 7h à 21h

Mercredi 27 février : de 8h à 13h

Quand vous arrivez : En arrivant, veuillez prendre le train dans l'aéroport jusqu'au terminal « Baggage Claim ». Prenez les escalateurs (ou l'ascenseur) au niveau principal de l'aéroport où vous serez accueilli par un représentant du Centre Carter avec un panneau marqué « Carter Center ». Ce représentant qui sera devant la boutique de « Avis Rental Car » vous montrera où récupérer vos bagages et ensuite vous indiquera où rencontrer le coordinateur des transports en groupe.

Si vous arrivez sur un vol domestique de American Airlines, veuillez descendre les escalateurs et passer par les portes en verre. Là, un représentant du Centre Carter avec un panneau marqué « Carter Center » vous accueillera. Ce représentant vous indiquera où aller pour continuer pour le transport.

Le départ :

Pour les voyageurs qui partent directement du Centre Carter vendredi 29 février, il y aura des transports disponibles. Veuillez faire le check out avant de quitter l'hôtel et apporter vos bagages avec vous. Les horaires du départ seront indiqués sur un panneau au Centre Carter. Si, ce même jour vous partez directement de l'hôtel à l'aéroport nous coordonnerons votre transport en groupe. Nous vous indiquerons les heures de départ de l'hôtel.

Pour ceux qui partent après vendredi, nous vous rembourserons la course de taxi du Georgian Terrace Hôtel à l'aéroport. N'oubliez pas de demander un reçu.

Si vous préférez trouver un autre moyen de transport pour aller à l'aéroport (autre que le transport en groupe prévu), nous regrettons de vous informer que nous ne pourrions pas vous le rembourser.

Les bagages

Pour ceux qui arrivent directement au Centre Carter ou partent du Centre Carter, il y aura un endroit désigné pour vos bagages.

L'hôtel

Une chambre vous a été réservée au Georgian Terrace Hôtel. Si c'est nécessaire de changer votre réservation, il faudra le faire directement avec le Centre Carter. A la réception de l'hôtel, on vous demandera de fournir une carte bancaire pour les faux frais ou les frais personnels. Si vous ne pouviez pas fournir une carte bancaire, l'hôtel vous demandera un acompte de \$100 en espèces qui vous sera rendu à la fin de votre séjour.

The Georgian Terrace
659 Peachtree Street, N.E.
Atlanta, GA 30308
Tél : 404-897-1991
Fax : 404-724-0642

Il faut libérer la chambre à midi. L'hôtel a la possibilité de garder vos bagages le jour de votre départ.

Le transport

Nous vous fournirons le transport en groupe entre l'hôtel et le Centre Carter pour tous les événements liés à la conférence. Egalement, nous organiserons le transport en groupe du Center Carter directement à la Federal Reserve Bank et le retour à l'hôtel pour le dîner du 28 février (note : vous n'aurez pas le temps de retourner à l'hôtel avant le dîner ce soir-là). Veuillez regarder les horaires du transport en groupe ci-joint.

Le climat et la tenue

Le mois de février est toujours considéré comme étant en hiver à Atlanta, cependant il peut faire doux avec les températures qui varient de 60 degrés Fahrenheit le jour à 37 degrés le soir (de 14 à 3 degrés Celsius). Les imperméables et les parapluies sont

recommandés. La tenue professionnelle ou traditionnelle est recommandée pour tous les événements de la conférence.

Les numéros de contact

Le Centre Carter

Tél : 404-420-5175

Fax : 404-420-5196

Kari Mackey (en cas d'urgences)

770-845-4416

Laura Neuman (en cas d'extrêmes urgences)

404-840-2566



Conférence International sur le Droit à Accès a l'Information Publique
The Carter Center
27 – 29 février 2008

Note sur le transport du groupe

Mardi le 26 février – programme facultatif

- 18h20 Départ du Georgian Terrace au Carter Center pour discussions
20h45 Départ du Carter Center au Georgian Terrace

Mercredi le 27 février

- 11h20 Départ du Georgian Terrace au Carter Center pour la conférence
20h Premier départ du Carter Center au Georgian Terrace
Ou
20h30 Deuxième départ du Carter Center au Georgian Terrace

Jeudi le 28 février

- 8h Départ du Georgian Terrace au Carter Center pour la conférence
17h45 Départ du Carter Center au Federal Reserve Bank pour le diner
21h Départ du Federal Reserve Bank au Georgian Terrace

Vendredi le 29 février

- 8h30 Départ du Georgian Terrace au Carter Center pour la conférence
13h15 Départ du Carter Center au Georgian Terrace
Ou les taxis pour l'aéroport

Conférence Internationale sur le Droit à l'Information Publique

Le Centre Carter, Atlanta, GA

26-29 février 2008

Mardi, 26 février

19h00 – 20h30

Conversations au Centre Carter “Sommes nous plus en sécurité avec le secret?”

Laura Neuman, Chef de projet de l'Access a l'Information, Le Centre Carter

Tom Blanton, Directeur Exécutif, Archives de Sécurité Nationale

Kevin Dunion, Commissaire d'Information, Ecosse

Michelle Roberts, Journaliste, L'Oregonian

Mercredi, 27 février

12h00

Déjeuner et conférenciers – Salle Cyprus

Jennifer McCoy, Directrice, Programme des Amériques, Le Centre Carter

Justice Diego Garcia-Sayan, Vice-président, Tribunal Interaméricaine des Droits de l'Homme

Séances plénières – Chapelle Cecil B. Day

14h00

Séance d'ouverture

Laura Neuman, Chef de projet de l'Access a l'Information, Le Centre Carter

Ex-Président Jimmy Carter, Etats-Unis

Juan Ramón Quintana, Ministre de la Présidence, Bolivie

Maharafa Traoré, Ministre de la Justice, Mali

15h00

L'Accès à l'Information (AAI) en tant qu'outil pour les droits socio-économiques et le développement

Siéger: Alejandro Toledo, Ex-Président du Pérou

Rob Jenkins, Professeur, Institut Ralph Bunche d'Etudes Internationales

Mukelani Dimba, Centre de Conseil sur la Démocratie Ouverte, Afrique du Sud

Sina Odugbemi, Communication pour la Gouvernance et la Responsabilité, Banque Mondiale

16h15

Pause

16h30

AAI en tant qu'outil pour une gouvernance améliorée

Siéger: Lawrence Bropleh, Ministre d'Information, Liberia

Alasdair Roberts, Professeur, Ecole Maxwell, Université de Syracuse

Marta Oyhanarte, Sous secrétaire chargé de Relations Institutionnelles, Argentine

Jonas Moberg, Directeur, Initiative de Transparence des Industries Extractives, Norvège

17h45

L'état de l'AAI dans le monde: défis et succès

Siéger: Olivia Grange, Ministre d'Information, Jamaïque

Meredith Fuchs, Conseiller Générale, Archives de Sécurité Nationale, Etats-Unis

Gergana Jouleva, Directrice, Programme d'Accès à l'Information. Bulgarie

Jie Cheng, Professeur de Droit, Université de Tsinghua, Chine

Juan Pablo Guerrero, Commissionnaire, Institut Fédérale pour l'Accès a l'Information, Mexique

19h00 **Apéritif – Halle d’entrée de la bibliothèque du Musée Présidentiel de Carter**
Tour du Musée Présidentiel de Jimmy Carter disponible

20h00 **Buses commencent à partir pour l’hôtel**

Jeudi, 28 février

08h00 **Départ de l’hôtel**
Petit déjeuner au Centre Carter

08h45 **Séance plénières: répartition en groupes de travail – Chapelle Cecil B. Day**

09h00 **Groupes de travail simultané**

Groupe 1: Politique et Economie: orienter l’équilibre vers l’ouverture

Facilitateur: Andrew Puddephatt – Partenaires Mondiales, Royaume-Uni

Rapporteur: Zachary Bookman

Location: Salle Zaban

Groupe 2: Contexte Structurel et Culturel: créer un environnement pour la transparence

Facilitateur: Shekhar Sing – Campagne Politique pour le Droit d’Accès à l’Information de l’Individu

Rapporteur: Suzanne Piotrowski

Location: Chapelle Cecil B. Day

Groupe 3: Acteurs Non Etatiques et Multilatéraux: examiner les rôles et les responsabilités

Facilitateur: Richard Calland – Institut pour la Démocratie en Afrique du Sud, Afrique du Sud

Rapporteur: Patrick Schmidt

Location: La Rotonde

Groupe 4: Création de normes internationales: considérer les normes universelles et une communauté globale

Facilitateur: Jorge Santistevan – Ex Défenseur du Citoyen, Pérou

Rapporteur: Sarah Rivard

Location: Chapelle Cecil B. Day

Groupe 5: Indicateurs et évaluation : démontrer et améliorer les impacts

Facilitateur: Jamie Horsley – Projet de Droit Chinois, Université de Yale

Rapporteur: Sarah Holsen

Location: Halle d’entrée Allen

12h00 **Déjeuner et conférenciers – Salle Cyprus**
Huguette Labelle, Siège du conseil d’administration, Transparence Internationale

13h30 **Groupes de travail se réunissent à nouveau**

16h00 **Pause**

16h30 **Groupes de travail se réunissent à nouveau: conclusions préliminaires**

17h45 **Transport au dîner**

18h15 **Apéritifs et dîner à la Banque de la Réserve Fédérale d’Atlanta**
Justice Albie Sachs, Tribunal Constitutionnel, Afrique du Sud

Vendredi, 29 février

- 08h30 **Départ de l'hôtel**
Petit déjeuner au Centre Carter
- Séances plénières – Chapelle Cecil B. Day**
- 09h30 **Groupes de travail présentent leur conclusions**
Siéger: Ex-Président Jimmy Carter
- 11h15 **Pause**
- 11h45 **Discussions plénière et conclusions de la conférence**
Siéger: Ex-Président Jimmy Carter
- 12h30 **Conclusions finales et prochaines étapes**
- 12h45 **Déjeuner (optionnel) ou transport à l'aéroport**

THE
CARTER CENTER



Waging Peace. Fighting Disease. Building Hope.



Conférence Internationale sur le Droit à l'Information Publique
27-29 février 2008
Le Centre Carter
Atlanta, GA

Participants

Gilma Agurcia	Commissaire d'Information, Institut d'Access a l'Information Publique, Honduras
Rodolfo Aldea	Directeur de Probité, Transparence et Accès à l'Information, Ministère du Président, Chile
Joanne Archibald	Directrice Principale pour l'Information, Ministère d'Information, Culture, Jeunesse, et Sports, Jamaïque
Abraham Azubuike	Bibliothécaire en chef, Commission Economique des Nations Unis pour l'Afrique
Emma Back	Consultant, Département du Développement International, Royaume-Uni
Paloma Baena Olabe	Spécialiste en Gouvernance du Secteur Publique, Banque Interaméricaine de Développement, Etats-Unis
Ana Bellver	Spécialiste en Gouvernance du Secteur Publique, Banque Mondiale
Ibrahim Ben-Kargbo	Ministre d'Information et Communications, Sierra Leone
Matt Bigg	Chef de Bureau à Atlanta, Reuters, Etats-Unis
Tom Blanton	Directeur, Archive de Sécurité Nationale, Etats-Unis
Luis Botello	Directeur de Programme en chef, Centre International pour Journalistes, Etats-Unis/Panama
Lawrence Bropleh	Ministre d'Information, République du Liberia
Richard Calland	Administrateur du Programme de la Gouvernance Economique, Institut pour la Démocratie en Afrique du Sud, Afrique du Sud
Maximiliano Campos Rios	Directeur, Zone de Transparence de la Démocratie Représentatif, Argentine
Jimmy Carter	Ex-Président, Etats-Unis
Rosalyn Carter	Ex-Première Dame, Etats-Unis
Jie Cheng	Professeure de Droit, Département de Droit, Université de Tsinghua, Chine
Orrett Connor	Secrétaire de Cabinet, Îles Caïmans
Damien Cox	Directeur Intérimaire, Section d'Access a l'Information, Jamaïque
Helen Darbishire	Directrice Exécutive, Access Info Europe, Espagne
Maja Daruwala	Directrice Exécutive, Initiative du Communauté pour les Droits de l'Homme, Inde
Nelson de Freitas	Administrateur de Projet, Centre Latino-Américaine d'Administration pour le Développement, Venezuela
Boubacar Dicko	Coordinateur de Projet, Commission pour le Développement Institutionnelle, Mali
Mukelani Dimba	Sous-président, Centre de Conseil pour la Démocratie Ouvert, Afrique du Sud
Chad Dobson	Directeur Exécutif, Centre d'Information Bancaire, Etats-Unis
Kevin Dunion	Commissaire d'Information, Ecosse
Linda Ehrichs	Bureau pour la Politique de la Gouvernance Démocratique, Agence Canadienne de Développement International, Canada
Misanvu Faustine	Commissaire Intérimaire, Ministère d'Information, Uganda

William Fitzpatrick	Conseil d'Entreprise, Réseau Omidyar, Etats-Unis
Meredith Fuchs	Conseil Général, Archive de Sécurité Nationale, Etats-Unis
Diego Garcia-Sayan	Justice, Tribunal Interaméricaine des Droits de l'Homme, Pérou
Elaine Geyer-Allely	Consultant, Centre Carter, Mali
Carolyn Gomes	Directrice Exécutive, Jamaïcains pour la Justice, Jamaïque
Guillermo Gonzales-Arica	Directeur Adjoint, Centre Mondiale pour le Développement et la Démocratie, Pérou
Olivia Grange	Ministre d'Information, Culture, Jeunesse, et Sports, Jamaïque
Juan Pablo Guerrero	Commissaire d'Information, Institut Fédéral pour l'Accès à l'Information Publique, Mexique
Emmanuel Gyimah-Boadi	Directeur Exécutif, Centre pour le Développement Démocratique, Ghana
John Hardman	Président et Directeur Exécutif, Centre Carter, Etats-Unis
Nathaniel Heller	Co-fondateur et Directeur Général, Intégrité Mondiale, Etats-Unis
C.R. Hibbs	Officier de Programme et Directeur General pour le Mexique, Fondation Hewlett, Etats-Unis/Mexique
Jamie Horsley	Sous-directrice, Centre de Droit Chinois, Université de Yale, Etats-Unis
Brant Houston	Siège Knight en Reportage d'Investigation et d'Entreprise, Université d'Illinois, Etats-Unis
Rob Jenkins	Professeur, Centre d'Etudes Avancées, Institut Ralph Bunch d'Etudes Internationales, Etats-Unis
Lisa Jordan	Sous-directrice, Section Globale et de la Société Civil, Fondation Ford, Etats-Unis
Gergana Jouleva	Directrice Exécutive, Programme d'Accès à l'Information, Bulgarie
Sampa Kangwa-Wilkie	Officier de Programme de la Liberté d'Expression et Droit à L'Information, Institut du Media d'Afrique du Sud Secrétariat Régional, Namibie
Stephen Kay	Coordinateur d'Analyse pour l'Amérique Latine, Banque de la Réserve Fédéral, Etats-Unis
Ronald Krall	Vice-président, Chef de Clinique, GlaxoSmithKline Plc, Etats-Unis
Huguette Labelle	Présidente, Transparence International, Allemagne
Issa Luna Pla	Professeure, Université National Autonome du Mexique, Mexique
Firoze Manji	Co-directeur, Fahamu Ltd & Fahamu Trust, RU
Conrad Martin	Directeur Exécutif, Fondation Stewart Mott, Etats Unis
Emily Martinez	Directeur d'Initiatives Spéciales, Institut de la Société Ouverte, Etats-Unis
Jennifer McCoy	Directrice, Programme des Amériques, Centre Carter, Etats-Unis
Toby Mendel	Directeur du Droit et Programmes en Asie, Article 19, RU
Marcos Mendiburu	Spécialiste en Développement Social, Banque Mondiale
Jonas Moberg	Secrétaire en chef, Initiative de Transparence des Industries Extractives, Norvège
Carlos Monge	Groupe Proposition de Citoyens, Pérou
Victor Ndoma-Egba	Sous-chef, Sénat de la République Fédérale du Nigeria, Nigeria
Laura Neuman	Chef de projet de l'Accès à l'Information et Sous-directrice du Programme des Amériques, Centre Carter, Etats-Unis
Tavinder Nijhawan	Administrateur du Program, Centre d'Investigation pour le Développement International, Canada
Deunden Nikomborirak	Directeur d'Investigation, Institut d'Investigation du Développement de la Thaïlande, Thaïlande
Priscilla Nyokabi	Officier de Programme, Commission Internationale des Légistes, Kenya
Sina Odugbemi	Chef de Programme, Communication pour la Gouvernance et la Responsabilité, Banque Mondiale
Edetaen Ojo	Directeur Exécutif, Agenda pour les Droits dans le Média, Nigeria
Juan Pablo Olmedo	Président, Fondation Pro Access, Chile
William Orme	Conseil des Politiques, Développement du Media Independent, Programme des Nations Unis pour le Développement
Emilio Ortega	Fondation Violeta Barrios de Chamorro, Nicaragua
Nana Oye Lithur	Coordinateur du Bureau Africain, Initiative du Communauté pour les Droits de l'Homme, Ghana
Marta Oyhanarte	Sous-secrétaire de Relations Institutionnelles, Argentine

Suchi Pande	Secrétaire, Campagne National pour le Droit à l'Information des Peuples, Inde
Darian Pavli	Officier Légal, Initiative de la Justice pour une Société Ouverte, Etats-Unis
Mitchell Pearlman	Consultant d'Information Gouvernemental, Juriste, Etats-Unis
Jose Tomas Perez	Directeur General, Corporation pour le Développement Industriel, République Dominicain
Javier Ponce Cevallos	Secrétaire Privet du Président, Equateur
Andrew Puddephat	Directeur, Partenaires Mondiales, Royaume-Uni
Juan Ramón Quintana	Ministre de la Présidence, Bolivie
Rakesh Rajani	Fondateur et Membre du Conseil d'Administration, HakiElimu, Tanzanie
Graeme Ramshaw	Officier de Programme, Résultats pour l'Institut du Développement, Institut Brookings, Etats-Unis
Hyeon-Ju Rho	Directrice de Pays, Association du Bar Américaine, Initiative pour l'Autorité de la Loi, Chine
Ramiro Rivadeneira	Juriste des Droits des l'Homme pour le Ministre de Justice, Equateur
Miguel Rivadeneira	Directeur Général, El Comercio et Radio Quito, Equateur
Michelle Roberts	Journaliste, L'Oregonian, Etats-Unis
Alasdair Roberts	Professeur, Ecole Maxwell, Université de Syracuse, Etats-Unis
Fernando Rodrigues	Vice-président, Association Brésilienne de Journalisme d'Investigation, Brésil
Jorge Romero León	Directeur Exécutif, Fundar Centre d'Analyse et Investigation, Mexique
Atila Roque	Directeur, Institut d'Etudes Socioéconomiques, Brésil
Marc Rotenberg	Directeur Exécutif, Centre d'Information sur la Confidentialité Electronique, Etats-Unis
Roberto Saba	Directeur Exécutif, Association des Droits Civils, Argentine
Marta Sacasa	Vice-président, Canal 2, Nicaragua
Albie Sachs	Justice, Tribunal Constitutionnel, Afrique du Sud
Salimah Samji	Equipe du Développement Mondial, Fondation Google, Etats-Unis
Jorge Santistevan de Noriega	Ex Défenseur du citoyen, Partenaire du Santistevan de Noriega et Associés, Pérou
Emmanuel Shears-Moses	Commissaire, Commission de la Réforme du Droit, Sierra Leone
Ousmane Sidibe	Commissaire, Commission pour le Développement Institutionnel, Mali
Shekhar Singh	Fondateur, Campagne National pour le Droit a l'Information des Peuples, Inde
Rick Snell	Professeur, Université de la Tasmanie, Australie
Dario Soto-Abril	Sous-directeur, Fonds pour les Amériques, Organisation d'Etats Américains
John Stremlau	Vice-président pour les Programmes du Paix, Centre Carter, Etats-Unis
Miguel Suazo	Coordinateur, Conseil National pour la Réforme Gouvernementale, République Dominicain
Tom Susman	Associé, Ropes et Gray, Etats-Unis
Nardi Suxo	Vice-ministre pour la Transparence et l'Anticorruption, Bolivie
Min Tang	Sous-secrétaire General, Fondation pour l'Investigation du Développement Chinois, Chine
Tseliso Thipanyane	Président, Commission sur les Droits de l'Homme d'Afrique du Sud, Afrique du Sud
Jack Thurston	Co-fondateur, Organisation de Subventions Agricoles, Royaume-Uni
Mohammed Tibanyendera	Officier de Soutien et Radiodiffusion, Institut du Media d'Afrique du Sud, Tanzanie
Alejandro Toledo	Ex-Président, Pérou
Anel Townsend	Membre d'organisme consultatif, Parlement d'Amérique Latine
Maharafa Traoré	Ministre de la Justice, Mali
Patrick Tumwine	Officier de Soutien et Relations, Réseau de Droits de l'Homme, Ouganda
Ricardo Uceda	Directeur Exécutif, Institut de la Société et du Média, Pérou
Vladimir Villegas	Journaliste, Groupe Union Radio, Venezuela
Alex Wang	Directeur, Bureau de Beijing, Conseil pour la Défense des Ressources Naturelles, Chine
John Wilson	Bureau International Légal, Organisation des Etats Américains

Rapporteurs

Zachary Bookman	Traducteur, Boursier Fulbright, Université de Yale, Etats Unis
Sarah Holsen	Chercheure, Ecole Suisse d'Etudes Avancées en Administration Publique, Suisse

Suzanne Piotrowski
Sarah Rivard
Patrick Schmidt

Professeure, Université de Rutgers, Etats-Unis
Assistante de Programme, Club de Madrid, Project du Coalition Démocratique, Etats-Unis
Professeur, Université de Macalester, Etats-Unis

Personnel

Kari Mackey

Sous-coordinatrice du Project, Project d'Accès à l'Information, Programme des Amériques,
Centre Carter, Etats-Unis

Meg McDermott

Assistante à la Conférence, Project d'Accès à l'Information, Programme des Amériques, Centre
Carter, Etats-Unis

Andrea Durango

Officier de Programme, Programme des Amériques, Centre Carter, Etats-Unis

Sarah King

Assistante de Programme, Programme des Amériques, Centre Carter, Etats-Unis

THE
CARTER CENTER



Waging Peace. Fighting Disease. Building Hope.



PARTICIPANT BIOS

Gilma Agurcia

Gilma Agurcia is a Doctor in Law from the Universidad Complutense de Madrid, with specialization in human rights from CSUCA. She is the Commissioner for the Institute for Access to Public Information, and was previously in charge of the Sub-Ministry of Justice. She was president for the National Legal Commission of the Department of Governance and Justice, in addition to the experience received in consulting assessments for World Bank and private law practice. She also served as a docent and instructor for the Law faculty at the Universidad Nacional Autonoma de Honduras, and was Director for the Institute of Legal Investigation. She has helped to author many draft bills on various issues, and has also contributed extensively to various legal journals, including the Revista de Derecho from the Institute of Legal Investigation and the Revista Fondo Hondureño from the Colegio de Abogados de Honduras.

Gilma Agurcia es Doctora en Derecho de la Universidad Complutense de Madrid, con especialización en Derechos Humanos de CSUCA. Actualmente, ella es Comisionada del Instituto de Acceso a la Información Pública y anteriormente trabajó como Encargada de la Sub Secretaría de Justicia. La Sra. Agurcia fue Presidenta de la Comisión Jurídica Nacional de la Secretaría de Gobernación y Justicia y previamente acumuló experiencia haciendo consultorías para Banco Mundial y en prácticas privada. También sirvió como docente e instructora de la Facultad de Ciencias Jurídicas Universidad Nacional Autónoma de Honduras y fue Directora del Instituto de Investigación Jurídica, UNAH. La Sra. Agurcia ha redactado varios anteproyectos de ley y ha contribuido extensivamente a varias revistas de ley, las cuales incluyen la Revista de Derecho del Instituto de Investigación Jurídica y la Revista Fondo Hondureño del Colegio de Abogados de Honduras.

Rodolfo Aldea

Rodolfo Aldea M is a lawyer and magister in political science. From 1981 until 1990 he served as judge and speaker of the court, after which he served as an attorney for the Ministry of Economy. From 1991 until 1995 he participated in the “Capacity-building, Management, and Judicial Policy” project for the Chilean government, financed by USAID. He went on to be a professor in the judicial academy, and taught political science in the Chilean government’s “Program on International Cooperation for Policemen”. He also taught political science in the

Universidad Alberto Hurtado, and a graduate social ethics course in the Universidad de Chile's Institute of Political Theory. He now teaches Political Theory in the Universidad de San Sebastian and the Universidad Tecnológica Metropolitana. He has been teaching "The State and New Generation Reforms" in the graduate program of the School of Economics of the Universidad de Chile. Since 1991 he has been a lawyer for the State Defense Council, and as of 1998 he has been a consultant on justice and judicial defense for the World Bank. Since 2007 he has been government advisor on probity, transparency and access to information.

Rodolfo Aldea, abogado, magister en ciencia política. De 1981 a 1990, fue juez y relator de Corte. De 1990 a 1991, fue Fiscal en el Ministerio de Economía. De 1991 a 1995, participó en el proyecto "Capacitación, Gestión y Política Judicial", financiado por USAID. De 1997 a 2003, fue profesor en la Academia Judicial. En 2004 y 2005, impartió cursos de ciencia política, en el "Programa de Cooperación Internacional de Policías" del Gobierno de Chile. De 2003 a 2006, impartió clases de ciencia política en la Universidad Alberto Hurtado. En 2006, impartió clases sobre ética social (Rawls y Sen) en curso de postgrado del Instituto de Asuntos Públicos de la Universidad de Chile. Desde 2006, imparte cursos de Teoría Política en la Universidad San Sebastián y en la Universidad Tecnológica Metropolitana. Desde 2007, imparte el curso "El Estado y Reformas de Nueva Generación", en programas de postgrado de la Escuela de Economía de la Universidad de Chile. Desde 1991, es abogado del Consejo de Defensa del Estado. Desde 1998 es consultor del Banco Mundial en justicia y defensa judicial del Estado. Desde 2007 es asesor gubernamental en probidad, transparencia y acceso a la información pública.

Joanne Archibald

Abraham Azubuiké

Mr. Abraham Azubuiké is the Chief Librarian of the United Nations Economic Commission for Africa in Addis Ababa, Ethiopia as well as coordinator of the African Virtual Library and Information Network (AVLIN). He has over twenty years of information services and policy research experience gained in international research and policy organizations. Mr. Azubuiké was educated in Nigeria and United Kingdom where he obtained the Master of Library Studies and Master of Business Administration, respectively. His publications include over twenty journal articles, book chapters, technical reports, and policy papers in the areas of access to information for development and democracy, user services, and subject access to information. He is active in international professional associations working on issues related to access to public and technical information, and co-coordinates the Access to Information Network- Africa (ATINA).

Emma Back

Emma Back is a freelance consultant and is currently living in New York, USA. She is an adviser to the UK Department for International Development (DFID) on mechanisms to improve transparency and accountability in medicines sales and distribution in developing countries. Ms

Back provides technical, policy and communications advice to a range of other clients, most recently including the Open Society Institute, UNICEF UK and the Center for Global Development. Until end 2005, Ms Back was a senior civil servant at the UK Department of Health, following seven years at DFID working on a wide range of development issues - such as access to medicines, communicable and non-communicable disease including HIV/AIDS, governance and economic reform in South Africa, trade and investment in South and South East Asia, and global environmental issues. Ms Back has a Bachelors degree from the University of Oxford and a Masters with Distinction in Environment and Development from the School of Oriental and African Studies in London.

Paloma Baena

Paloma Baena is a Public Governance specialist at the Inter-American Development Bank (IDB), where she focuses on anticorruption and strategic public management issues. She has participated in the revision of the Bank's anticorruption strategy and the launching of its first anticorruption trust fund. She has also conducted political economy analysis for growth diagnostic studies and participated in modernization of the state projects in South America and the Caribbean. Prior to joining the IDB, Paloma worked at the World Bank, advising on issues relating to the business climate and public-private partnerships, and in the private sector, as a strategic management consultant for public sector entities. Paloma holds a J.D. from Complutense University (Madrid, Spain) and an M.P.A. from Harvard University (Cambridge, Massachusetts), focused on political and economic development and public leadership.

Anna Bellver

Ana Bellver is a World Bank Public Sector Governance specialist in the Latin America Region, and she is part of the regional Governance Anticorruption advisory group. As part of this group she has been involved in designing a Governance and Anticorruption (GAC) strategy that was approved by the Bank in March 2007, and she is currently involved in preparing an implementation plan for the LAC region. She has experience carrying out Governance assessments and Public Sector Modernization Projects in Central America, the Caribbean and some African countries. She worked with Daniel Kaufmann on governance and transparency related issues. Before coming to the World Bank, she worked as economic advisor at the Department of Public Enterprises of South Africa providing technical assistance to the Public Sector Restructuring program during 2001-2004. She has also work experience in the Former Soviet Union, Costa Rica, Peru and Cuba in areas such as institutional reform, restructuring of state-owned enterprises and trade. She has a Ph.D in Economics from the Pontificia de Comillas University (Madrid, Spain) and a Masters degree in Political Economy from the School of Oriental and African Studies (University of London).

Leslie Benton

Leslie A. Benton is Senior Policy Director of Transparency International-USA. She is responsible for the promotion of TI-USA's anti-corruption agenda in the area of law and regulations. In that capacity, she develops and implements anti-corruption advocacy campaigns and builds strategic partnerships with international organizations, senior government officials, and private sector representatives to ensure that laws against bribery and other transparency measures are implemented and effectively enforced. Before joining TI-USA in November 2005, Ms. Benton practiced civil and regulatory law at Hogan & Hartson, LLP. She was responsible for complex civil litigation, including cases regarding antitrust, telecommunications, health care fraud, and commercial disputes. Previously, Leslie was a Professor at California Western School of Law and the Ames Fellow at the Harvard Law School. Leslie received an LL.M. from the Harvard Law School and a J.D. with distinction from the Emory University School of Law. She has been admitted to the State Bars of California, Georgia, and the District of Colombia, and to numerous federal courts. She is also a member of the Board of Directors of the Washington Foreign Law Society.

Matthew Bigg

Matthew Bigg is the Bureau Chief in Atlanta for Reuters global news agency and in recent weeks he has reported extensively on the U.S. presidential election primaries. He is one of the most experienced Africa correspondents of his generation, having covered the continent for ten years for Reuters between 1995 and 2004. During that time, he reported from 25 countries and covered wars from the front line in Burundi, Ivory Coast, Sudan, Sierra Leone, Congo and the former Zaire where he witnessed first hand Laurent Kabila's march to overthrow President Mobutu Sese Seko. He has also worked in France, Pakistan, Cuba and several countries in the Caribbean. He is married to Amba and they have three children.

Tom Blanton

Tom Blanton is director (since 1992) of the independent non-governmental National Security Archive (www.nsarchive.org) at George Washington University in Washington D.C., winner of the George Polk Award in 2000 for "piercing self-serving veils of government secrecy." He is series editor of the Archive's Web, CD, book and microform publications of more than 500,000 pages of former government secrets obtained through the Freedom of Information Act; oversees the Archive's 34,000 FOIA requests to date with the U.S. government; and filed his first FOIA request in 1976 as a journalist in Minnesota. His books include *White House E-Mail* (1995) and *The Chronology* (1987); his articles and op-eds have appeared in *The New York Times*, *Washington Post*, *Los Angeles Times* and many other publications. A graduate of Bogalusa (La.) High School and Harvard University, he won the 2005 Emmy Award for news and documentary research, was inducted into the National Freedom of Information Hall of Fame in 2006, and is co-founder of www.freedominfo.org, the virtual network of international freedom of information advocates.

Zachary Bookman

Zachary Bookman is a Fulbright Fellow in Mexico City, studying the implementation of Mexico's recently passed Freedom of Information Act. He graduated in 2007 with a J.D. from Yale Law School and an M.P.A. from Harvard's Kennedy School of Government. He has written and published on a range of topics, including civil liberties, criminal justice, and political philosophy. Next year, he will serve as a law clerk on the 9th Circuit Court of Appeals in California.

Luis Botello

Botello is responsible for the monitoring and evaluation of all ICFJ projects. He conducts a variety of media assistance projects for journalist around the world. For 10 years was ICFJ's Latin American program director working in around 20 countries in the Americas and conducting a variety of training programs and conferences on freedom of expression and the press as well as journalism ethics. Botello was formerly director of ICFJ's web-based service, the International Journalist's Network (IJNet). He has served as media advisor for international organizations such as Freedom House and the Inter-American Defense College. He previously served as morning newscast producer, host and television reporter for Televisora Nacional in Panama. Botello has taught at American University in Washington, D.C. as well as at the Iberoamerican University and Ahanuac del Sur University in Mexico, City. He is a founding member of the board of directors of the Knight Center for Journalism in the Americas at the University of Texas at Austin and the Latin American Journalism Center (CELAP) in Panama City, Panama. He was a Fulbright Scholar at Louisiana State University where he got his B.A. and Master Degree in Journalism.

Laurence Bropleh

Laurence Konlma Bropleh is serving his second year as Minister of Information, Culture and Tourism of the Republic of Liberia. In this position, he formulates and coordinates all information policies and programs for the Government of Liberia. In 2006, he was appointed a commissioner to the National Aids Commission (NAC) by President Ellen Johnson Sirleaf where he serves as chair of its executive committee. In early 2007, Minister Bropleh launched the concept *Changing Minds; Changing Attitudes* which assumes that unless Liberians change their minds and attitudes toward their society, consolidating Liberia's new found peace and democracy would be unsustainable. Prior to becoming Minister--from 2003 to 2006—he served as the Permanent Representative to the United Nations as Chief Diplomat/Ambassador/Head of Mission for the World Council of Churches in New York and Geneva. Bropleh holds a doctorate with emphasis in International Affairs from Wesley Theological Seminary/American University, Washington, D.C. His research interest ranges from conflict resolution, sustainable peace, transitional justice, and public policy. Dr. Bropleh is the author of *Strangers in their own homeland: The case of African refugees*. Wesley Press, Washington, D.C. (2000) and *Advancing Justice & Reconciliation in relation to the International Criminal Court*, Drukkerij Voorburg

Press, Leusden, The Netherlands, 2006. Dr Bropleh has presented several academic papers, including *Freedom from Fear—In search of Global Peace and Security*—UN General Assembly High-level Civil Society Hearings—UN Headquarters, (2005) and *Refugees and Uprooted People: Advocating for God’s Justice and Household* – United Nation, New York, NY, 2001.

Richard Calland

Richard Calland is Associate Professor in Public Law at the University of Cape Town and Director of its Democratic Governance & Rights Unit. He is a founding member and Executive Director of the Open Democracy Advice Centre (ODAC) in Cape Town and Programme Manager of the Economic Governance programme at IDASA where he has worked since 1994 (heading its main governance programme, the Political Information & Monitoring Service from its inception in March 1995 until April 2003). He is a Senior Research Associate with the Cambridge Programme for Industry. His latest book *Anatomy of South Africa: Who Holds the Power?* was published in October 2006. He is co-editor of an earlier ODAC publication – *The Right to Know, the Right to Live: Access to Information & Socio-economic Justice* (2002) – and also of *Thabo Mbeki’s World: The Politics & Ideology of the South African President* (2002). Calland is a political columnist for the *Mail & Guardian* newspaper. He is a member of the International Task Team on Transparency of the Institute for Public Dialogue at Columbia University, directed by Professor Joseph Stiglitz. He also consults extensively around the world; in recent years, he has advised on transparency policy, access to information law and anti-corruption strategies to the governments of Jamaica, Bolivia, Peru and Nicaragua, as a consultant to the Carter Center. Prior to coming to South Africa in 1994, Calland practised at the London Bar for seven years, specialising in Labour Law. He has an LLM in Comparative Constitutional Law from the University of Cape Town (1994) and a Diploma in World Politics from the London School of Economics.

Maximiliano Campos Ríos

Maximiliano Campos Ríos is Argentine and is 28 years old, he has a B.A. in Political Sciences of the University of Buenos Aires (UBA). Magister Cand. in Administration and Public Policies. San Andrés University (UdeSA). And he has realized Postgraduates courses at the University of Delaware (Short term Fulbright Scholarship) and the University of Georgetown. External consultant and former Director of Transparency and Citizenship Auditory of the NGO “Democracia Representativa” Author of the “Legislative Handbook of the Buenos Aires city Legislature”. Project Coordinator, Access to Public Information.

Jimmy Carter

Jimmy Carter, thirty-ninth president of the United States, founded The Carter Center with his wife Rosalynn in 1982. He continues to provide leadership for the Center, serving on the Board of Trustees and engaging in Center programs. He has led Center election observation delegations in the Americas, Africa, and Asia. Under his leadership, the Center has engaged in

conflict mediation in Ethiopia and Eritrea, North Korea, Liberia, Haiti, Bosnia, Sudan, Uganda, the Great Lakes region, Venezuela, and Nepal. The author of twenty-three books, he is University Distinguished Professor at Emory University. On December 10, 2002, the Norwegian Nobel Committee awarded the Nobel Peace Prize to President Carter “for his decades of untiring effort to find peaceful solutions to international conflicts, to advance democracy and human rights, and to promote economic and social development.

Rosalynn Carter

Rosalynn Carter, as First Lady of Georgia and First Lady of the United States, took on a continuing role as leader and advocate for positive change in the field of mental health. She created and chairs The Carter Center’s Mental Health Task Force. She is president of the Board of Directors of the Rosalynn Carter Institute for Caregiving and president and co-founder of Every Child by Two, a campaign for early immunization. She is a member of The Carter Center Board of Trustees and the author of four books. In 1999, she was awarded the Presidential Medal of Freedom, America’s highest civilian honor.

Jie Cheng

Dr. CHENG Jie is a constitutional law professor at Tsinghua University Law School. She received her PH.D. in Law from Beijing University and joined the faculty of Tsinghua from 1999. Her interests of research include constitutionalism, open government, eminent domain power study and Hong Kong & Macau Basic Law. From 2003-4, Professor Cheng was a Fulbright visiting scholar at Yale Law School and had focused her study on freedom of information and information security issues. Her recent publications on right to information laws include “Open Government under Law—Essence of Constitutionalism” (China University of Political Science and Law Press, 2002), and *Constitutional Reflection on Judicial Referring—Discussion of the First FOI case in Shanghai* (in *Jurist*, Vol. 4, 2007).

Orrett Connor

Orrett L. Connor was born in Grand Cayman on February 5, 1951. He emigrated to the United States where he attended Hunter College and earned a Bachelors Degree in Political Science, with a major in History. He then attended Long Island University where he earned a Masters Degree in International Affairs in 1982. In 1983, he returned to the Cayman Islands and entered the Civil Service as an Assistant Chief Immigration Officer in the Immigration Department. In 1985, he was promoted to the rank of Deputy Chief Immigration Officer and in 1996, he was appointed to the substantive post of Chief Immigration Officer. In June 2003, he was appointed as the first Cabinet Secretary of the Cayman Islands. In October 2004, he was appointed by the Governor in Cabinet to the post of Recovery Manager for the Cayman Islands Recovery Operations following the devastation of Hurricane Ivan. He continues to function in both capacities. Orrett L. Connor served as a Returning Officer during several occasions and is currently the Deputy Supervisor of Elections. He has been involved in the electoral process for

the past twenty years. His community involvement includes his role as Chief Commissioner for Scouts in the Cayman Islands. He was named as a Member of the British Empire on June 16, 2003. He is also an avid cyclist and road safety advocate.

Damian Cox

Damian O. Cox is the Acting Director of Access to Information Unit, Ministry of Information, Culture, Youth and Sports-Jamaica. He is responsible for directing all the activities of the Unit, which is charged with monitoring the consistent implementation and application of the Access to Information Act 2002 across all government entities encouraging greater transparency, accountability and public participation in national decision-making. The Unit is also responsible for ongoing island-wide public education programmes, conducting internal training for government entities and liaising with NGO's and other stakeholder groups. Mr. Cox is an attorney-at-law. Damian received his Legal Education Certificate from the Norman Manley Law School and his LLB from the University of the West Indies (U.W.I). He also received a B.A. (Hons.) (History) from the U.W.I. and a Certificate in Strategic Planning & Policy for Telecommunications, IT & Broadcasting Executives from the Mona School of Business, Telecommunications Policy & Management Programme, U.W.I. Prior to being appointed to act as Director of the ATI Unit in May 2007, Mr. Cox's substantive position was as a Legal Officer in the Information Division at Office of the Prime Minister. The Information Division, which now falls within the newly created Ministry of Information, Culture, Youth and Sport, is responsible for ensuring a coherent Information Communication Policy for Jamaica.

Helen Darbshire

Helen Darbshire is Executive Director of Access Info Europe headquartered in Madrid, Spain. A human rights professional specializing in access to information, Ms Darbshire has directed numerous projects designed to promote use of and respect for the right to information, with project work including training of civil society and public officials, provision of technical assistance to government bodies, and the design and implementation of monitoring studies to evaluate compliance with the access to information legislation. She has been closely engaged in litigation to defend the right to information and has provided expert submissions to the group drafting the European Convention on Access to Official Documents. Helen is also a founder member and current chair of the Freedom of Information Advocates Network. Ms Darbshire's human rights experience spans 19 years. She worked with Article 19 based in London and Paris (1989-1998), and with the Open Society Institute based in Budapest and New York (1999-2005). A consultant for inter-governmental organizations (OSCE, UNESCO, Council of Europe) and various CSOs, she has published and lectured widely on freedom of expression, access to information, human rights and democratization. She holds a degree in History and Philosophy of Science and Psychology from the University of Durham, UK.

Maja Daruwala

Maja Daruwala is the Executive Director of Commonwealth Human Rights Initiative, an international NGO mandated to ensure the *practical* realization of human rights across the Commonwealth. She is actively engaged in numerous human rights initiatives and concentrates on issues relating to civil liberties including police reform, prison reform, right to information, discrimination, women's rights, freedom of expression, and human rights advocacy capacity building. Maja's interests lie particularly in the area of systemic reforms. She has focused her energies on issues of accountability and participation, which she believes are essential underpinnings for good governance and the realisation of human rights. Maja sits on several charitable boards, including the Open Society Institute-Justice Initiative, the International Women's Health Coalition, both based in New York, Civicus: World Alliance for Citizens Participation, based in Johannesburg, South Asians for Human Rights, based in Colombo, and the Voluntary Action Network of India, an umbrella organisation based in New Delhi aimed at protecting civil society. Maja believes the only way to be optimistic about the future is to invent it!

Nelson de Freitas

Nelson de Freitas has been the Project Administrator for the Latin American Center of Administration for Development (CLAD) since 2003 and is in charge of the following areas: social control and transparency in public matters and reform processes monitoring in Cuba, Ecuador, El Salvador, Mexico, Paraguay and Uruguay. Previously, he served as the Secretary General of the Civil Society "Convivencia Democrática" (CONVIDEMOS). He received his Master's in Political Philosophy from the Universidad Simon Bolivar, and is a graduate of the Political Science and Administration from the Universidad Central de Venezuela with honorable mention in International Studies. He is also qualified in "Matters of Public Administration", "Matters of Electoral Processes: Structural Basis" and "Parliamentary Challenges: Representation, Legislation and Control," by the National Institute of Public Administration of Spain (INAP) and the Distance Learning Center for Economic and Technological Development (CEDDET), the Congress of Deputies of Spain and the Spanish Agency for International Cooperation (AECI). Some of his most recent publications include: "The invisible threads of our cities are the basis of our presidentialism"; "Presidentialist Culture in the Political Tradition of Contemporary Venezuela." and "Political vs. Economic Language in the Venezuela of today".

Nelson de Freitas ha sido el Administrador de Proyectos para el Centro Latinoamericano de Administración para el Desarrollo (CLAD) desde el 2003 y ha estado a cargo de las siguientes áreas: El control social y la transparencia en la Gestión Pública; seguimiento de los procesos de Reforma del Estado en Cuba, Ecuador, El Salvador, México, Paraguay y Uruguay y Coordinador de las Redes del CLAD. Previamente sirvió como Secretario General de la Asociación Civil "Convivencia Democrática" (CONVIDEMOS). Recibió la Maestría de Filosofía Política de la Universidad Simón Bolívar y es Graduado en la Licenciatura en Ciencias Políticas y Administrativas de la Universidad Central de Venezuela, mención Relaciones Internacionales. Diplomados obtenidos en "Gestión de la Administración Pública", acreditado por el Instituto Nacional de Administración Pública (INAP) de España y la Fundación Centro de Educación a Distancia para el Desarrollo Económico y Tecnológico (CEDDET); en "Gestión de los Procesos Electorales: Fundamentos Estructurales", por el Congreso de los Diputados de España y la

Fundación Centro de Educación a Distancia para el Desarrollo Económico y Tecnológico (CEDDET); “Los Desafíos del Parlamento: Representación, Legislación y Control”, por el Congreso de los Diputados de España y la Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI). Algunas de sus publicaciones más recientes incluyen: “Los hilos invisibles de nuestras ciudades son los fundamentos de nuestro presidencialismo”; “La Cultura Presidencialista en la Tradición Política de la Venezuela Contemporánea” y “Lenguaje político vs. Lenguaje económico en la Venezuela actual”.

Boubacar Dicko

Boubacar Mahamdane Dicko was born near Tonka, Republic of Mali, in 1965. A civil administrator by training, he currently works at the Commissioner’s Office for Institutional Development as the Coordinator of the Institutional Support Unit of the Institutional Support for Administrative Reform and Decentralization Program (PARAD). He has been at this post since 2006. Previously, he served as the Head of the Cabinet of the Ministry of Industry, Commerce and Transportation, between 2000 and 2003. Between 1999-2000 he was Staff Manager in the Division of Personnel of the Administrative and Financial Department of the Ministry of Health. Prior to that, he was Project coordinator for the NGO, Subaahi Gumo Association. He received his Diploma from the National School of Administration of Mali.

DICKO Boubacar Mahamadane est né Vers 1965 à Tonka (GOUNDAM) en République du Mali Administrateur Civil de formation, à ce jour il est au Commissariat au Développement Institutionnel où il assure les fonctions de Coordinateur du Volet Appui Institutionnel du Programme d’Appui à la Réforme Administrative et à la Décentralisation (PARAD). Coordinateur du Projet Appui Institutionnel PARAD- PDI (Août 2006 à nos jours). Chef de Cabinet au Ministère de l’Industrie, du Commerce et des Transports (Mars 00 à Avril 03). Chargé de gestion du personnel à la Division Personnel de la Direction Administrative et Financière du Ministère de la Santé (Avril 99 à Mars 00). Chargé de projet à l’ONG Association Subaahi Gumo (ASG) (De 1991 à 1998). : Diplôme de l’Ecole Nationale d’Administration du Mali

Mukelani Dimba

Mukelani Dimba is the Deputy Chief Executive Officer of the Open Democracy Advice Centre (ODAC), a law centre based in South Africa. Mr. Dimba is responsible for the ODAC training unit which assists public and private institutions on best compliance strategies for South Africa’s Right-To-Information laws. The unit also supports to civil society formations and members of the public in using these laws to promote socio-economic justice. Mr. Dimba has worked on Freedom of Information (FOI) legislation not only in South Africa but also in Mozambique, Malawi, Tanzania, Nigeria, Ghana, Kenya and Ethiopia. This work includes advising civil society formations on FOI campaigning, advising parliamentarians on FOI drafting and advising foreign governments on implementation strategies and critiquing various FOI draft laws in a number of countries. He has also participated in study visits on FOI in Sweden and the United Kingdom. The research work Mr. Dimba has done includes research done for development

agencies, such as a consultancy on FOI and Communication in Tanzania commissioned by the UK's Department for International Development. He has acted as Regional Coordinator (Africa) for the Open Society Justice Initiative's 14 Country Comparative Study on FOI Monitoring. This involved coordinating research in six African countries.

Chad Dobson

Chad Dobson joined the Bank Information Center (BIC) as Executive Director in December, 2007. Chad founded BIC in 1987 and was Executive Director until 1996. He then founded and directed the Consumers Choice Council to protect labeling systems (organic, fair trade, Marine Stewardship Council, Forest Stewardship Council) during the initial development of the World Trade Organization. At Oxfam America, where he was Director of Policy since 2003, Chad was responsible for developing the organization's Washington presence, and his portfolio included the Fair Trade campaign, extractive industries work and policy and advocacy activity associated with humanitarian relief. Chad is currently on the board of the International Relations Center, the Forest People's Programme/World Rainforest Movement, Green Seal, and the Herbert Scoville Jr. Peace Fellowship.

Kevin Dunion

Kevin Dunion was appointed as the first Scottish Information Commissioner in 2003 and has recently been reappointed by the Scottish Parliament for a further, final, term of office. He is responsible for ensuring that all 10,000 for Scotland's public authorities which range for the Scottish government to individual general medical practitioners comply with the Scottish freedom of information act. In three years since the Act came into force he has received over 1500 appeals; he has issued almost 600 formal decisions. The Scottish experience is proving of interest to other jurisdictions and in particular he has been directly involved in projects in Jamaica (with the Carter Center) and Malawi (with the British Council and Scottish Government). He was educated at the University of St Andrews (MA Honours in Modern History) and University of Edinburgh (MSc African Studies). Prior to becoming Commissioner, Kevin's background was in the voluntary sector in firstly international development and then environmental campaigning on which subjects he is the author of a number of articles and books. He is currently writing a book on freedom of information.

Linda Ehrichs

Linda Ehrichs is a Senior Policy Analyst in the area of governance and anti-corruption for the Canadian International Development Agency (CIDA). She is also a graduate of the Institute of Development Studies (IDS), University of Sussex, U.K. Among her professional experience, Linda has worked with the anti-corruption NGO Transparency International in Berlin (Germany) as contributing editor on the 2007 edition of the Global Corruption Report, "Corruption and Judicial Systems". Linda also has extensive field experience in media, gender and development with UNDP in Southeast Asia (Lao PDR).

Misanvu Faustine

Will Fitzpatrick

Will's role as Omidyar Network's corporate counsel allows him to combine his experience as a technology and business lawyer with his commitment to progressive social change. Prior to joining Omidyar Network, Will ran a solo law practice in San Francisco and represented a diverse group of technology companies on issues related to Internet and electronic commerce law, the creation and protection of intellectual property, and general corporate matters. Before entering solo practice, he served as in-house counsel, first for @Home Corporation (Excite@Home) and then for Loudcloud, Inc. Will started his legal career in the Bay Area as an associate at the law firm Fenwick & West. Prior to and during law school, Will worked for the Alabama Capital Representation Resource Center (now the Equal Justice Initiative of Alabama), helping to provide post-conviction legal assistance to death row inmates in Alabama. After law school, he served as a law clerk for Chief Judge Myron H. Thompson of the United States District Court for the Middle District of Alabama. Will received a bachelor's degree with honors from Harvard College in 1989 and a law degree from Columbia University in 1994.

Meredith Fuchs

Meredith Fuchs serves as the General Counsel to the non-governmental National Security Archive at George Washington University. At the Archive, she oversees Freedom of Information Act and anti-secrecy litigation, advocates for open government, and frequently lectures on access to government information. She has supervised six government-wide audits of federal agency FOIA performance including two released in 2007: "40 Years of FOIA, 20 Years of Delay: Oldest Pending FOIA Requests Date Back to the 1980s" and "File Not Found: Ten Years After E-FOIA, Most Agencies are Delinquent." She is the author of "Judging Secrets: The Role Courts Should Play in Preventing Unnecessary Secrecy," 58 Admin. L. Rev. 131 (2006); and "Greasing the Wheels of Justice: Independent Experts in National Security Cases," 28 Nat'l Sec. L. Rep. 1 (2006). Previously she was a Partner at the Washington, D.C. law firm Wiley Rein & Fielding LLP. Ms. Fuchs served as a law clerk to the Honorable Patricia M. Wald, U.S. Court of Appeals for the District of Columbia Circuit, and to the Honorable Paul L. Friedman, U. S. District Court for the District of Columbia. She received her J.D. from the New York University School of Law and her B.Sc. from the London School of Economics and Political Science.

Diego Garcia-Sayan

Currently Judge of the Inter American Court of Human Rights, General Director of the Andean Commission of Jurists and a member of the Permanent Court of Arbitration (The Hague), Mr Garcia Sayan served last year as Chief of the Electoral Mission of the Organization of American States (OAS) in Guatemala. Mr Garcia Sayan has recently worked as a member of the Redesign

Panel on the United Nations System of Administration of Justice and Legal Counsellor of the Board of the Central Bank of Peru. Between July 2001 and July 2002, Mr Garcia Sayan was Peruvian Foreign Minister. During his tenure he promoted the ratification by Peru of the Rome Statute (ICC) and the approval by the OAS of an Inter American Democratic Charter. Prior to his appointment as Foreign Minister, Mr Garcia Sayan served as Minister for Justice for eight months participating towards the normalization of relations between Peru and the Inter American Court of Human Rights. He was also instrumental in the rebuilding of Peru's justice and security systems after 10 years of authoritarian regime.

Elaine Geyer-Allély

Elaine Geyer-Allély was the Carter Center's Country Representative in Mali where she worked between 2004 and 2007 with the government of Mali to design and implement an Access to Information Strategy in the Malian Administration as part of a wider program of collaboration with the Presidency of Mali to support sustainable development planning, good governance and the harmonization of aid flows. Previously, she worked as a policy analyst for 10 years with the Environment Directorate of the Paris-based Organisation for Economic Cooperation and Development in the areas of green governance and sustainable production and consumption patterns. She has recently relocated to Geneva, Switzerland where she is working part-time as a freelance consultant while reviving her environmental roots and beginning coursework towards a degree in Biodiversity Conservation and Management.

Carolyn Gomes

Carolyn Gomes is the Executive Director of Jamaicans For Justice a non-profit, non-violent, non-partisan Citizens' Rights Action Group. Formed in 1999 JFJ's primary focus is advocacy against State Abuse of Rights and strengthening of existing protection for rights. In 2001 the organization took as a secondary focus of activities Access to Information. Carolyn Gomes has spearheaded JFJ's activities around access to information since 2001. These activities have included lobbying and advocacy around the development of an Access to Information Act, assisting the ATI Unit of the Ministry of Justice prior to and during the implementation of the Act, conducting public education activities and media campaigns, developing the capability to monitor performance of requests made under the ATI Act. A Medical Doctor by training Carolyn Gomes has worked to educate herself, members of JFJ and the wider community on the benefits of Access to Information for the enjoyment and protection of all other rights. She has presented extensively in Jamaica and Internationally on Access to Information in Jamaica and written several short articles on the process for local and international publication. She is currently Chairperson of the Access to Information Advisory Stakeholders Committee.

Guillermo Gonzalez-Arica

Guillermo Gonzales –Arica is Associate Director of the Global Center for Development and Democracy in Washington DC and Executive Assistant of President Alejandro Toledo from Peru

(2001-06). This Center was founded in 2006 in Lima, Madrid and Washington DC. It focuses on encouraging discussion of the Latin American social agenda, prioritizing poverty reduction and development policies. He served as Chief of the Staff (2002-03) Press Secretary (2001-02) and Human Rights Advisor (2003-05) of the Presidency of Peru. During that time, he implemented the Presidency's website as a mechanism of the Access to Information Law of Peru. Previous to his work in the Presidency, he worked as a Parliamentarian Advisor to Congress (1995-2001) in the areas of human rights and anticorruption policies. Mr. Gonzales-Arica has a journalistic and legal background, as he worked for the main Peruvian political magazine CARETAS for seven years, and studied at the Law School of the Catholic University in Lima .He earned a Master in Public Administration (2006) and in International Relations (2007) from the Maxwell School of Government at Syracuse University in New York. He was recently named Director of Latin American Initiatives of the Executive Education Program in this Graduate School.

Olivia Grange

Olivia Grange has been Minister of Information, Culture, Youth and Sports with responsibility for Women's/Gender Affairs since September 2007, where she has been committed to the promotion of women's affairs with a particular focus on job creation and better health care. As a Member of Parliament, since 1997, she served on the Senate, House of Representatives, and several Parliamentary Committees, including: the Access to Information Act; Offenses Against the Person Act; and, the Incest Punishment Act. She worked on legislation dealing with Reparations, and is dedicated to the improvement of Constituency infrastructure and services, as well as in creating opportunities for the youth through early childhood education and elderly persons. She is also CEO/President SPECS Ltd and President SPECS-SHANG. She is an ardent supporter and promoter of Jamaican culture through the development of the Reggae Music Industry in Jamaica, Canada and the United States. She has managed artists like Shabba Ranks, Yellowman, Carlene Davis, Ken Boothe, Damian Marley (Junior Gong) (1980's -1990's); and worked as a Record Producer for Orange Productions. She is CEO of an Entertainment Promotions Company with a talent and flair for film, television and music production. Assisted in the development of the Jamaican Copyright Act (1995) and founding member Jamaica Association of Composers Artists & Performers (JACAP).

Juan Pablo Guerrero

Juan Pablo Guerrero is one of five commissioners of the Federal Institute for Access to Public Information (IFAI) in Mexico (an autonomous federal body in charge of regulating the Access to Information Law). Commissioner Guerrero was nominated by the President and approved unanimously by the Senate; his period runs from 2002 to 2009. He is Chairman of the Commission for Supervision and Enforcement of the Information Law at IFAI and he was the Institutional coordinator of two projects sponsored by Hewlett Foundation (2005-07): the program for dissemination of the Right to Information in marginalized communities and the creation of the International Center for Transparency and Access to Information Studies (CETA). He previously served as a full-time professor and researcher at the Center for Economic

Research and Teaching (CIDE) from 1994 to 2003, a public university in Mexico City. Commissioner Guerrero's main publications cover topics such as: budget and public finance, public administration reform (transparency, accountability, professionalization), and access to government information in Mexico.

Emmanuel Gyimah-Boadi

Emmanuel Gyimah-Boadi is Founder and Executive Director of the Center for Democratic Development, Ghana (CDD-Ghana), an independent research think-tank for Ghanaian/African democratic development. He serves as Executive Director of the Afrobarometer, a survey research project tracking public opinion on democratic, social and economic developments in over 18 African countries. Gyimah-Boadi is also a professor in the department of Political Science at the University of Ghana, Legon. He has consulted on economic reform, good governance, corruption and democratic development in Africa for many international bodies, including the World Bank, the African Development Bank, Transparency International, Overseas Development Institute (UK) and the UNDP. His recent publications include "Political Parties, Elections and Patronage: Random Thoughts on Neo-Patrimonialism and African Democratization" in Matthias Basedau et al eds., *Votes, Money and Violence: Political Parties and Elections in Sub-Saharan Africa* 2007); "Ghana and South Africa, Assessing the Quality of Democracy" (with Robert Mattes) in Larry Diamond and Leonardo Morlino eds., *Assessing the Quality of Democracy* (2005); *Public Opinion, Democracy and Market Reform in Africa* (with Mike Bratton and Robert Mattes); and *Democratic Reform in Africa: The Quality of Progress* (2004). He is a member of the following boards: the Board of the International Center for Transitional Justice (New York), the Editorial Advisory Board of the *Journal of Democracy*, and the Governing Council of Ghana chapter of Transparency International (Ghana Integrity Initiative), among others.

John B. Hardman

John B. Hardman, M.D. is President and CEO of The Carter Center, where he provides leadership for the Center's program initiatives including election monitoring in Asia, Africa, and Latin America, public health training in Ethiopia, global development strategies and conflict resolution efforts, and agriculture programs aimed at improving food production in Africa and North Korea. Dr. Hardman joined the Center in 1989 as head of the Initiative to Reduce Global Tobacco Use and held several other positions before being named Executive Director in 1992. In March 2007 his title was changed to President and CEO. Dr. Hardman received his M.D. from the Medical College of Georgia, trained in Psychiatry as a resident at the Mayo Clinic and completed a Child Psychiatry Fellowship at Emory University. He taught at Emory University Medical School, was Medical Director of Peachford Hospital and has held positions with many professional and community organizations. Currently, Dr. Hardman serves on the Boards of the International Fertilizer Development Center (IFDC), the Task Force for Child Survival and Development (TFCSA), and the Blum Center for Developing Economies at the University of California, Berkeley, and is Chairman of the Board of the Ships of the Sea Museum and the Beehive Foundation.

Nathaniel Heller

Nathaniel Heller has split time between social entrepreneurship, investigative reporting and traditional public service since 1999, when he joined the Center for Public Integrity and began, along with Marianne Camerer and Charles Lewis, to develop the Integrity Indicators and conceptual model for what would become Global Integrity. At the Center, Heller reported on public service and government accountability; his work was covered by the Associated Press, *The Washington Post*, *The New York Times*, *Los Angeles Times*, *USA Today*, *Chicago Tribune*, *Moscow Times*, *The Guardian (London)*, and *Newsweek*. In 2002 he joined the State Department, focusing on European security and transatlantic relations. He later served as a foreign policy fellow to Senator Edward Kennedy in 2004. In 2005, Heller returned to stand up Global Integrity as an independent international organization tracking governance and corruption trends around the world and has led the group since.

C.R. Hibbs

C.R. Hibbs is Program Officer and Managing Director for Mexico for the Global Development Program at the William and Flora Hewlett Foundation. Ms. Hibbs has overseen the Foundation's Mexico portfolio since 2001. The Global Development Program's Mexico investments focus primarily on transparency and accountability issues. The program also makes targeted investments to strengthen the knowledge base for development, and for improving the enabling environment for civil society in the country. Prior to joining the Foundation, Ms. Hibbs was a Program Officer at the Center for U.S.-Mexican Studies at the University of California, San Diego, where she worked as a U.S.-Mexico border environment and migration specialist. C.R. holds a B.A. in anthropology and an M.A. in Latin American Studies from the University of California, San Diego. She is based in Mexico City.

Sarah Holsen

Sarah Holsen is a research associate at the Swiss Graduate School of Public Administration in Lausanne, Switzerland (IDHEAP), where she is part of a team working on a Swiss National Science Foundation (FNS)-funded research project on governmental transparency. In parallel she is pursuing a PhD in public administration. Prior to her move to Switzerland at the end of last year she was the Access to Information Research Fellow at the Constitution Unit (University College London), which she joined in July 2004 after completing a Masters degree in Public Administration at the Maxwell School of Syracuse University and a Masters in Latin American Studies at UCSD. Sarah's interest in access to information and transparency was sparked while working as a research assistant for Alasdair Roberts at Syracuse. She has also worked for Japanese organizations in Chicago, Japan and New York and as a volunteer in the human rights field in Ecuador.

Jamie P. Horsley

Jamie P. Horsley is Deputy Director of The China Law Center and Senior Research Scholar and Lecturer in Law at the Yale Law School. Before moving to Yale, Ms. Horsley was a partner in the law firm of Paul, Weiss, Rifkind, Wharton & Garrison, establishing their first office in Beijing in 1981-83 and managing the China practice from Hong Kong 1986-90; Commercial Attaché in the U.S. Embassies in Beijing and Manila, 1991-95; Vice President of Motorola International, Inc. and Director of Government Relations for China for Motorola, Inc., resident in Beijing (1995-98); and a consultant to The Carter Center on village elections in China (1999-2002). Ms. Horsley lived and worked in China for 13 years, travels there frequently, and has written and spoken on doing business with China, legal aspects of village elections in China and the development of open information, public participation and administrative dispute resolution in China. She is a Director of the National Committee on United States-China Relations. She received her J.D. from the Harvard Law School, an M.A. in Chinese Studies from the University of Michigan, her B.A. from Stanford University and a diploma in Chinese law from the University of East Asia, Macao. She speaks and reads Mandarin Chinese.

Brant Houston

Brant Houston is the Knight Chair in Investigative & Enterprise Reporting at the University of Illinois in Urbana-Champaign where he is a professor and teaches investigative and advanced reporting. He is the co-author of *The Investigative Reporter's Handbook* and author of *Computer-Assisted Reporting: A Practical Guide*. Before becoming the Knight Chair, he was executive director of Investigative Reporters and Editors and the National Institute for Computer-Assisted Reporting for nearly 12 years. He also was a professor in journalism at the University of Missouri. As executive director, Houston oversaw all of IRE and NICAR's programs and personally conducted hundreds of seminars in the U.S., Europe, South America, Africa, Asia and Australia. He is a co-founder of the Global Investigative Journalism Network. Houston was a daily journalist for 17 years before he joined IRE. He was an award-winning investigative reporter at The *Hartford Courant* and at the *Kansas City Star* where he was part of the newsroom staff that won the Pulitzer Prize for its coverage of a hotel building collapse. He began his career by working for news organizations in the Boston area. His newsroom experience included working on investigative teams and on beats including courts, government, health and the environment.

Rob Jenkins

Rob Jenkins is Professor of Political Science at Birkbeck College, University of London. †He is the author or editor of several books, including *Reinventing Accountability: Making Democracy Work for Human Development* (Macmillan/Palgrave), *Democratic Politics and Economic Reform in India* (Cambridge), and *Regional Reflections: Comparing Politics Across India's States* (Oxford). Jenkins's research has focused on India, but has also involved work on

governance reform in Malawi, Uganda, and South Africa. He was a consultant on the UNDP's *Human Development Report 2002: Deepening Democracy in a Fragmented World*, and has undertaken advisory work and commissioned research for UK DFID, the World Bank, and other donor agencies. He is currently Visiting Senior Fellow at the Ralph Bunche Institute for International Studies at the City University of New York, where he is researching the formative stages in the development of the two-year-old UN Peacebuilding Commission. This will form the basis of a book, *Peacebuilding: From Concept to Commission*, to be published by Routledge in 2009. Jenkins is beginning two new projects: on the implementation of the transparency and social-audit provisions of India's landmark National Rural Employment Guarantee Act, and on the process by which Special Economic Zones are being established in various Indian states.

Lisa Jordan

Lisa Jordan is Deputy Director of the Global and Civil Society Unit at the Ford Foundation. Ms. Jordan graduated cum laude in 1992 with a Master's Degree in Development Studies from the Institute of Social Studies in The Hague, Netherlands. She has acted as a consultant for numerous foundations both in the fields of development and environment and has published articles in Dutch, English and Spanish on changes in the field of development, the phenomena of non-governmental organizations and on the multilateral development banks. Previous positions included directing the U.S. component of the Global Legislators Organization for a Balanced Environment (GLOBE), an environmental exchange program for parliamentarians; acting as a legislative assistant to Congressman Jim Scheuer, who served the people of the 8th district in New York; directing the multilateral development bank program of BothEnds, a non-profit in the Netherlands; and directing the Bank Information Center, a non-profit in Washington D.C.

Sampa Kangwa

Sampa is currently heading the Freedom of Expression & Right to Information Program at the Media Institute of Southern Africa (MISA) Regional Secretariat; a media freedom advocacy organization based in Windhoek with 11 national chapters in southern African. She is in charge of MISA's regional advocacy strategy, which seeks among others the enactment of Right to Information legislation in a region where only one out of 11 countries have such a law. Ms Wilkie holds a Bachelor of Arts in Sociology & Media Studies and is in her final year of reading for a Masters in Mass Communication at University of Leicester, UK. She is a mother, a performing and visual artist. She lives in Windhoek, Namibia.

Gergana Jouleva

Gergana Jouleva is the founder and executive director of the *Access to Information Programme* (AIP), Bulgaria. Since 1996, Ms. Jouleva has been involved in freedom of information issues. She is a member of Steering committee of *Freedom of Information Advocates Network* and a member of editorial board of <http://freedominfo.org/>. She is a member of the Advisory Board of Access-Info Europe and the Advisory Board of Privacy International. She has written a number

of publications on freedom of information issues, including the case study *The Access to Information Programme: Fighting for Transparency during the Democratic Transition* (July 2002); as well as *The Year of the Rational Ignorance (results from a sociological survey)* (2002). She has been a co-author and editor of the *2001 - 2007 Annual Reports on Access to Information in Bulgaria*, which give account of the developments in the freedom of information legislation and its implementation. She has international lecturing experience on access to information issues and a large number of participations in radio and TV talk shows. Ms. Jouleva earned her MA degree in Philosophy from Moscow State University and her Ph.D in Sociology from the Sofia Academic Counsel of Philosophy and Sociology in 1986.

Alhaji Ibrahim Ben Kargbo

Hon. Alhaji Ibrahim Ben Kargbo, a graduate from Fourah Bay College, University of Sierra Leone with a Bachelor of Arts Degree in Education, received his Diploma in Journalism at the John New Homes School of Journalism in 1979. Previously having entered the teaching profession with the aim of serving humanity, he then followed his passion for journalism and was appointed Assistant Editor of Sierra Leone's most critical newspaper then, "The Tablet". He then moved to "The Flash Newspaper" where he served as Co-Editor for two years. Whilst working with this media house, he bagged another certificate in journalism which armed him enough to open his own media house. In 1982, The "New Citizen Newspaper" was born and Mr. Kargbo became its Managing Editor up to the time he was appointed Minister of government by the current regime. His track record as Journalist and civil society activist earned him a place in several organizations within and without Sierra Leone. In 2004, Mr. Kargbo was elected President of the Sierra Leone Association of Journalists, a position he held until was appointed Minister of Information and Communication by H.E Ernest Bai Koroma in September, 2007.

Stephen Kay

Stephen Kay is the coordinator of Latin American analysis at the Federal Reserve Bank of Atlanta and coordinator of the Bank's Americas Center. His research focuses on political economy and public policy in Latin America. His articles on pension reform in Latin America have appeared in *Comparative Politics*, *Foreign Policy*, the *Journal of Aging and Social Policy*, the *Journal of European Social Policy*, the *Journal of Inter-American Studies* and *World Affairs*, *International Social Security Review*, and the *Atlanta Fed's Economic Review*. He is the editor of *Lessons from Pension Reform in the Americas* (with Tapen Sinha, Oxford University Press 2008). He has testified twice before committees of the United States Congress on pension reform in Latin America. He holds a doctorate in political science from the University of California, Los Angeles. Prior to joining the bank he taught at UCLA and California State University, Fullerton.

Ronald Krall

Dr. Ronald Krall is Senior Vice-President and Chief Medical Officer for GlaxoSmithKline. He is responsible for all matters of human safety for all GSK compounds in development and

medicinal and vaccine products, and for pharmaceutical regulatory affairs and GxP Compliance. Ron joined GSK in 2003. Before joining GSK, he held positions at AstraZeneca Pharmaceuticals, Abbott Laboratories and Lorex Pharmaceuticals. Dr. Krall earned a Bachelor's Degree in Mathematics from Swarthmore College, his MD from the University of Pittsburgh, trained as a Staff Associate at the National Institutes of Health Epilepsy Branch, and completed his training in neurology and clinical pharmacology at the University of Rochester. He is board certified in neurology, and is a member of the Institute of Medicine Drug Forum, the Board of Directors of the Delaware Valley Science Fairs, the University of Pennsylvania Center for Bioethics Advisory Board, a former member of the Board of Directors of the National Sleep Foundation, and a past Trustee of the American Academy of Pharmaceutical Physicians.

Huguette Labelle

Huguette Labelle holds a Doctor of Philosophy, Education. She is a Companion of the Order of Canada. She has been awarded honorary degrees from 12 Canadian Universities and has received the Vanier Medal of the Institute of Public Administration of Canada, the Outstanding Achievement Award of the public Service of Canada, the Management Achievement Award and Ordre de la Pléiade. She has served for a period of nineteen years as Deputy Head of different Canadian Government Departments including Secretary of State, Transport Canada, the Public Service Commission and the Canadian International Development Agency. She has served on more than 20 Councils and Boards. Huguette Labelle is currently Chancellor of the University of Ottawa, Vice President of the International Union for the Conservation of Nature and is serving on the Board of Directors of a number of organizations such as the UN Global Compact, Katimavik, the African Virtual University and Chair of the Financial Services Ombudnetwork. She is Co-Chair of the Task Force on Chinas Environment and Development Review and Prospect. She is also providing advisory services to several national and international institutions. A board member since 2003, she was elected as TI's Chair on 13 November 2005 at the Annual Membership Meeting in Berlin.

Issa Luna Pla

Issa Luna Pla is a researcher at the UNAM Legal Research Institute and has a doctorate in the right to information from Western University, Sinaloa, Mexico and a master in human rights from the London School of Economics and Political Sciences, UK. Luna Pla has been a researcher in the Program on Comparative Media Law and Policy (PCLMP), Oxford University (Great Britain). Her published books include *El Derecho de Acceso a la Información Pública*, UIA-Konrad Adenauer Foundation, Mexico 2002; and *Agenda Setting de los Medios*, UIA-Western University, Mexico 2003. She is Director of the International Center for Transparency and Access to Information Studies (CETA) based in Mexico. Among the activities that Luna has participated in are the Global Media Assistance Strategies conference organized by the World Bank, USAID, and the PCMPL, held in Paris, France, 2001 and she directed the non governmental organization Freedom of Information Mexico (LIMAC). Luna Pla has written numerous articles in specialized journals and prestigious newspapers.

Firoze Manji

A Kenyan with more than 30 years experience in international development, health and human rights, Firoze Manji is Director of Fahamu, a pan African organization committed to using information and communications technologies to support the struggle for social justice in Africa . He is editor of the prize-winning Pambazuka News, produced by a pan-African community of some 500 citizens and organizations - academics, policy makers, social activists, women's organizations, civil society organizations, writers, artists, poets, bloggers, and commentators). He has previously worked as Regional Representative for Health Sciences in Eastern and Southern Africa for the Canadian International Development Research Centre (IDRC) in Nairobi; Chief Executive of the Aga Khan Foundation (UK) and Africa Programme Director for Amnesty International. He has published widely on health, social policy, human rights and political sciences, and authored a number of textbooks and interactive training manuals for human rights and advocacy organizations in Africa. He has edited a wide range of books, including on women s rights and on China in Africa. He is Visiting Fellow at Kellogg College, University of Oxford and has a PhD and MSc from the University of London, and BDS from the University of Newcastle-upon-Tyne

Conrad Martin

Conrad Martin is the Executive Director of Stewart R. Mott Charitable Trust. The Charitable Trust makes grants in the areas of: government accountability, arms control, political finance reform, civil rights/civil liberties, and population & reproductive rights. Concurrently, Mr. Martin serves the Executive Director of the Fund for Constitutional Government, a tax-exempt publicly supported foundation created to eliminate corruption in government and foster constitutional principals of governance. The Fund sponsors the Project on Government Oversight (POGO), the Government Accountability Project (GAP), and the Electronic Privacy Information Center (EPIC), as well as an Investigative Journalism Project. Additionally, Mr. Martin chairs the Board of Directors of HALT - - Americans for Legal Reform. Mr. Martin also serves on the The Boards of the Progressive Caucus Policy Foundation, the Center for International Policy and the Center for Investigative Reporting.

Emily Martinez

Emily is the Director of Special Initiatives at the Open Society Institute. She currently oversees four global funding efforts on access to information, criminal justice, disability rights and training for journalists. Emily has been with OSI since 1995. Before moving to Washington DC to set up this new program, she was the director of the Budapest-based Human Rights and Governance Grants Program, where she helped to promote the development of human rights and accountability groups in Eastern and Central Europe and the former Soviet Union. As the founding director of that program, Emily has developed expertise in a broad range of fundamental human rights issues in that region, as well as civil society's role in promoting rule of law and accountable governance. Emily graduated from Georgetown University with a BS in

International Affairs and Developmental Economics. She also holds an MA in Human Rights from the University of Essex.

Modibo Makalou

Jennifer McCoy

Dr. Jennifer McCoy was appointed director of the Latin American and Caribbean Program (LACP) in August 1998. She is also a political science professor at Georgia State University, and served previously at The Carter Center as associate director (1987-88) and Senior Research Associate (1988-98). She has organized election missions in Nicaragua, Panama, Mexico, and Venezuela, and has been a member of election missions in Jamaica, Haiti, Guyana, and Suriname. Dr. McCoy directs the Carter Center's Transparency Project in Latin America, is organizing a hemispheric conference on Challenges to Democracy in Latin America for Fall 2000, and serves as Executive Secretary to the Center's Council of Presidents and Prime Ministers of the Americas. Dr. McCoy's research focuses on democratization in Latin America, the role of international actors in mediating processes of democratization, and global anti-corruption norms. She is editor and contributor to *Political Learning and Redemocratization in Latin America* (2000) and *Venezuelan Democracy Under Stress* (1995). Dr. McCoy received her doctorate from the University of Minnesota.

Toby Mendel

Toby Mendel has been the Law/Asia Programmes Director for the last 10 years at ARTICLE 19, an international human rights NGO focusing on freedom of expression and the right to information. He has provided expertise on these issues to a wide range of actors including the World Bank, various UN and other intergovernmental bodies, and numerous governments and NGOs in countries all over the world. In these various roles, he has on a number of occasions played a leading role in drafting legislation in the areas of the right to information and media regulation. Before joining ARTICLE 19, he worked as a senior human rights consultant with Oxfam Canada and as a human rights policy analyst at the Canadian International Development Agency (CIDA). He has published extensively on a range of freedom of expression, right to information, communication rights and refugee issues, including comparative legal and analytical studies on public service broadcasting, the right to information and broadcast policy.

Marcos Mendiburu

Marcos Mendiburu holds a Master's degree in Public and International Affairs, with a major in Economic and Social Development from GSPIA, University of Pittsburg. He also pursued graduate studies in International Relations in Argentina, at the Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), where he worked for approximately five years. Marcos joined the World Bank in 1999, managing and supporting several initiatives on access to information,

transparency, and social accountability in different regions of the world such as Europe and Central Asia, Latin America and the Caribbean and East Asia. In implementing the above activities, he forged partnerships with international institutions, local public bodies and NGOs. On July 1, 2006, he joined the Media, Information & Governance Program of the World Bank Institute. Within the broader framework of promoting good governance, he has focused on promoting access to public information and strengthening the role that media plays in accountability and governance, mainly in Latin America and the Caribbean. Prior to this position, he was a member of WBI's Social Empowerment and Social Inclusion Program.

Jonas Moberg

Jonas Moberg is the Head of the Secretariat of the Extractive Industries Transparency Initiative. Before joining the EITI, Jonas was a Senior Advisor to the UN Global Compact. Prior to that, he was Director Corporate Policy and Practice at the Prince of Wales International Business Leaders Forum, London, which he joined 2002. At IBLF, he oversaw the Forum's programmes 'Business and Human Right and Conflict' and 'Business and Corruption'. During 1996-2002 Jonas worked for the Swedish Ministry for Foreign Affairs. During this tenure he worked at the Foreign Ministry in Stockholm and was posted to Mozambique and the United Kingdom. Jonas holds Masters degrees in Law from the University of Stockholm and the London School of Economics. During 1992-1996 he was the vice chairman of the Swedish National Committee for United World Colleges. Jonas is a Swedish citizen, is married to Jenny and they have three sons.

Carlos Monge

Carlos Monge obtained a BA in Anthropology and Ph.D. in Latin American History. He is currently the Research Associate at DESCO/ Propuesta Ciudadana in Lima, Peru, and Latin America Consultant for Revenue Watch Institute, New York. In addition, he serves as the Coordinator of the Diploma on Decentralization at the School of Political Science of the Universidad Catolica en Lima. Dr. Monge has been Researcher and advisor to rural organizations at the Centro Bartolome de las Casas en Cusco, and researcher, field projects manager and advisor to rural organizations at the Centro Peruano de Estudios Sociales in Lima. His professional development has taken him to organizations such as the World Bank, where he worked as Rural Development and Environment Specialist. He has also served as Chief advisor and Planning Manager at the Oficina Nacional de Procesos Electorales and as Chief Advisor and Planning and Budget Manager at the Fondo Nacional de Compensacion y Desarrollo Social in Lima. He has also worked as Monitoring and Communications Manager at Grupo Propuesta Ciudadana. Has done extensive consulting, researching and publishing on social movements and organizations, rural development, decentralization and participatory democracy

Victor Ndoma-Egba

Senator Victor Ndoma-Egba S.A.N was born on 8th March 1956 in Ikom, Cross River State of Nigeria. He is a graduate of the Universities of Lagos and Calabar, in Nigeria, where he obtained

the LL.B and LL.M degrees respectively. He also was at the Irish Development Institute, Shanon, Ireland for a program in Export Processing Zones Administration. He was called to the Nigerian Bar in July 1978 and has been in active legal practice since specializing in civil and commercial law litigation and arbitration. He was Commissioner for works & Transport in (the old) Cross River State of Nigeria and also acted as its Attorney-General & Commissioner for Justice. He was Chairman of the Calabar Bar. President of the Calabar Chamber of Commerce, and a Member of the Body of Benchers. He was elected Senator representing Cross River Central in 2003 and re-elected in 2007. He was elevated to the rank of Senior Advocate of Nigeria in 2004. He was Chairman, Senate Committee on Media and Public Affairs and is currently Deputy Senate Leader. He is married to Amaka with children.

Laura Neuman

Laura Neuman is the Assistant Director for the Americas Program at The Carter Center. She is the Access to Information Project Manager for the Carter Center and directs and implements its transparency projects, including projects in Jamaica, Bolivia, Nicaragua, and Mali. Ms. Neuman edited six widely distributed guidebooks on fostering transparency and preventing corruption and has presented at numerous international seminars relating to access to information legislation, implementation and enforcement. Ms. Neuman is a member of the Initiative for Policy Dialogue task force on transparency, a board member of the Center for Transparency and Access to Information Studies, Mexico, and an International Associate to the Open Democracy Advice Center, South Africa, and has served as a consultant to the World Bank, Inter-American Development Bank, and a number of governments. As part of her transparency work, she served as Executive Secretary for the Carter Center's Council for Ethical Business Practices. Ms. Neuman also has led and participated in international election monitoring missions throughout the Western hemisphere. Prior to joining The Carter Center in August 1999, Ms. Neuman was senior staff attorney for Senior Law at Legal Action of Wisconsin. She is a 1993 graduate of the University of Wisconsin law school.

Tavinder Nijhawan

Tavinder Nijhawan is a Program Management Officer based at the headquarters of the International Development Research Centre (IDRC) in Ottawa Canada. IDRC is a Canadian Crown corporation that works in close collaboration with researchers from the developing world in their search for the means to build healthier, more equitable, and more prosperous societies. Originally from Kenya, Tavinder has been with IDRC for over 15 years and has extensive experience in research and program management. Her research specialities include the role of information in, as well as the cultural dimensions of, international development. An earlier focus was on research about information and networking, and the role that these played in social and economic development. More recently, she has been involved in exploring the contributions that research can make in building democratic societies, and the entry points for applied research in making democracies work for the poor. Tavinder has studied at the University of Ottawa (Bachelors of Social Sciences in political science) and the University of Guelph (graduate studies in international development).

Deunden Nikomborirak

Dr. Deunden Nikomborirak is Research Director at the Thailand Development Research Institute, an independent economic policy think-tank based in Bangkok. During March 2007 to 1 February 2008 she assumed a political position as Secretary to the Minister of Finance. She graduated with a PhD in Economics from McGill University, Canada. Her areas of specialization include corporate governance, corruption, competition law and policy, regulation and privatization. Some of her work on corruption includes *Politics and Business Interests under the new Constitution* (2002), commissioned by the Thai Research Fund through Prajatipok Institute, *Anti-money Laundering* (2002) (in conjunction with Dewey Ballantynes Co. Ltd. and Chulalongkorn University), funded by the Asian Development Bank, *Corruption in Thailand: An Analytical Framework* (2000), funded by the World Bank, 2000. She has also written many papers on corporate governance including, “Building Good Corporate Governance after the Crisis: The case of Thailand (2005)”, in *Reforming Corporate Governance in Southeast Asia*, edited by Ho Khai Leong, ISEAS Publications, Singapore; Problems of Corporate Governance Reform in Thailand (2004), in *The Governance of East Asian Corporations: Post Asian Financial Crisis*, edited by Ferdinand Gul and Judy Tsui, Palgrave MacMillan Publications, Great Britain (2005).

Priscilla Nyokabi

Priscilla Nyokabi Kanyua is the head of the Policy Research and Advocacy Programme of the ICJ-Kenya that works towards pro-human rights laws and policies. The mandate of ICJ-Kenya is promotion and protection of human rights, rule of law and democracy organized around four programmes. She coordinates the Freedom of Information Project, whose ultimate goal is to have Freedom of Information Act enacted and implemented in Kenya. Another objective of the project is to enhance Freedom of the Press through creation and maintenance of appropriate and enabling legislative environment. She has helped to draft The Freedom of Information Bill, 2007 that was tabled before Parliament by a Private Member but lapsed at an advanced stage as it was not finalized before elections. This Bill is set to be re-published so that it can be re-introduced in Parliament this year. She spearheads the Right to Know Campaign and the Kenya FOI Network and we are in the process of revising and updating the FOI Bill. She is an LLB Graduate of the University of Nairobi, now pursuing an LLM at the same University on Law, Governance and Democracy thematic area. She is an advocate of the High Court of Kenya and a member of the Law Society of Kenya.

Sina Odugbemi

Sina Odugbemi heads the Communication for Governance and Accountability Program at the World Bank. He has over 20 years of experience in journalism, law and development communication. Before he joined the World Bank in 2006, he spent seven years with the UK's development ministry, DFID. His last position was Program Manager and Adviser, Information

and Communication for Development. Mr. Odugbemi holds a Bachelors degree in English (1980) and in Law (1986) from the University of Ibadan and a Masters degree in Legal and Political Philosophy (1999) from the University College London. He is finishing his doctoral thesis in Laws this year at the same university. His subject is Public Opinion and Direct Accountability between Elections: A Study of the Constitutional Theories of Jeremy Bentham and A.V. Dicey. Mr. Odugbemi's publications include *The Chief's Grand-daughter*, a novel (Spectrum Books, 1986) and he co-authored *With the Support of Multitudes: Using strategic communication to fight poverty through PRSPs*.

Edetean Ojo

Edetaen Ojo is Executive Director of Media Rights Agenda, an NGO in Nigeria, which works to promote media freedom and freedom of expression, and is also Vice Chair of the Board of the Media Foundation for West Africa, a regional non-governmental organization based in Accra, Ghana, working in the defence of media freedom in West Africa. He has over 20 years experience as a journalist and is a former visiting media fellow at the DeWitt Wallace Center for Communications and Journalism at Duke University in North Carolina; and a British Chevening Scholar. Mr. Ojo has worked on Freedom of Information issues in Nigeria and regionally over the last 12 years and is Coordinator of the Nigerian Freedom of Information Coalition as well as Director of the Africa Freedom of Information Centre (AFIC). He is also a member of the Steering Committee of the Global Forum for Media Development (GFMD). Mr. Ojo is currently serving as coordinator of the international Partnership on Media and Conflict Prevention in West Africa, which is made up of international, regional and national media freedom and media development organizations collaborating to provide relief for media affected by conflict in the region.

Juan Pablo Olmedo

Juan Pablo Olmedo is President of the Pro-Access Foundation and partner in the law firm Colomara Olmedo, Lawyers in Santiago de Chile. He received his law degree from the Universidad Catolica de Chile (1993) and obtained his Masters in International Law with a focus in Human Rights from the University of Essex, England (1996). He focuses particularly in international, constitutional, administrative law, as well as fundamental and consumers rights, transparency, and access to information in the public domain—areas in which he has represented landmark cases before the Inter-American Court of Human Rights; he has also contributed to the formulation of Chilean public policy. His work lends him to the defense and assessment of NGO's and individuals. Additionally, he has intensely developed his academic work and counts with many specialized publications in his fields of competency.

Juan Pablo Olmedo B, es Presidente de Fundación Pro Acceso y socio de la firma Colomara Olmedo, Abogados en Santiago de Chile; recibió su título de Abogado de la Universidad Católica de Chile (1993); y obtuvo un Master en Derecho Internacional con mención en Derechos Humanos en la Universidad de Essex, Inglaterra (1996). Su área de especialización es el derecho internacional, constitucional y administrativo, así como la protección de los derechos

fundamentales y del consumidor, la transparencia y el acceso a la información en la gestión pública, áreas en las cuales ha representado casos emblemáticos ante el Sistema Interamericano de Protección de Derechos Humanos y contribuido a la formulación de las políticas públicas del país. Su trabajo lo vincula a la defensa y asesoría a organizaciones no gubernamentales y personas naturales. Adicionalmente desarrolla una intensa actividad académica y cuenta con publicaciones especializadas en las más materias de su competencia.

Bill Orme

Bill Orme is the United Nations Development Programme's Policy Advisor for Independent Media Development, based in the Democratic Governance Group at UNDP's Bureau for Development Policy. From 2003 to 2006 Bill was UNDP's chief of External Communications, overseeing its global press relations and advocacy campaigns. A former Latin America correspondent for The Washington Post, The Economist, and other publications, Bill served from 1992 to 1998 as Executive Director of the Committee to Protect Journalists in New York. He returned to journalism as a Middle East reporter for The New York Times (1998-2001) and UN bureau chief for The Los Angeles Times (2001-2). Bill was the founding editor of LatinFinance, a regional monthly launched in 1988. He is the author of "Understanding NAFTA: Mexico, Free Trade and the New North America" (University of Texas, 1996) and the editor and lead writer of "A Culture of Collusion: An Inside Look at the Mexican Press" (University of Miami, 1997). Other books to which he has contributed include the "Encyclopedia of International Media and Communications" (Elsevier Science - Academic Press, 2003); "Crimes of War" (Roy Gutman and David Rieff, eds., W.W. Norton & Co., 1999), and "Journalists in Peril" (Nancy J. Woodhull and Robert W. Snyder, eds., Transaction, 1998). For his work at CPJ, Bill was presented the First Amendment Award by the U.S. Society of Professional Journalists. Bill is an alumnus of Friends World College and taught post-graduate courses in journalism and Latin American studies at the University of Southern California.

Emilio Ortega

Emilio José Ortega Porras is a native of Nicaragua with a bachelor's degree in Law and a master's in Methodological Formation of Legal Instructors. He has diplomas in Sales and Government Contracting, and possesses experience in the fields of democracy, citizen participation, access to information, municipalities, political impact, transparency, and anti-corruption. Mr. Ortega has developed himself in various civil society organizations; has coordinated projects on citizens' participation and impact on the strengthening of democracy, and has worked as a public official of the Executive Branch. As a public official he helps to capacitate citizens and civil servants executing the State's power in the topics of transparency and ethics in civil service. He is a member of the Promotional Group for Access to Information, as a representative of the civil society organizations he has worked with. He has also worked on representing the State of Nicaragua in various international events focusing on the fight against corruption. Currently he works in the Violeta Barrios de Chamorro Foundation in the execution of access to information projects.

Emilio José Ortega Porras, Nicaragüense, Licenciado en Derecho, con Postgrado en Formación Metodológica de Instructores Jurídicos y Diplomado en Compras y Contrataciones del Estado, posee experiencia en el tema de democracia, participación ciudadana, acceso a la información, municipalismo, incidencia política, transparencia y anticorrupción. El Licenciado Ortega, se ha desempeñado en diferentes Organizaciones de la Sociedad Civil, coordinando proyectos relacionados con la participación e incidencia ciudadana en el fortalecimiento de la democracia y también ha trabajado como funcionario público del Poder Ejecutivo, capacitando a servidores de ese poder del Estado y a ciudadanos en el tema de la transparencia y la ética en el ejercicio de la función pública. Es miembro del Grupo Promotor del Acceso a la Información Pública de Nicaragua, en representación de las organizaciones de la sociedad civil en las que ha laborado. Ha participado en representación del Estado de Nicaragua, en diferentes eventos internacionales relacionados con la lucha contra la corrupción. Actualmente trabaja en la Fundación Violeta Barrios de Chamorro en la ejecución de proyectos que promueven el Acceso a la Información.

Nana Oye Lithur

Nana Oye Lithur is a lawyer by profession and a human rights advocate. She holds an LLB from the Faculty of Law, University of Ghana, and a Masters (LLM) from the University of Pretoria, South Africa. She is currently the Coordinator of the Africa regional office of the Commonwealth Human Rights Initiative, where she coordinates CHRI programmes on Police Accountability, Freedom of Information and Access to Justice in Ghana and Africa. She is a member of the technical steering committee of the Freedom of Information Centre for Africa that coordinates and monitors the activities of African countries with respect to RTI/FOI and coordinates the Freedom of Information Coalition in Ghana which advocates the passage of a Right to Information bill. Nana conducted a survey for OSI and the Open Democracy and Advisory Centre (ODAC), South Africa in 2004, on the filing of requests for information at public institutions in Ghana, and organised the African Regional Conference on the Freedom of Information, Accra, Ghana (2007). In Ghana, she has a panellist and discussant on many TV and Radio programs and has written various articles in the print media on Freedom of Information. She was honoured by the University of Pretoria, South Africa with the Vera Chirwa Award for Human Rights for her outstanding performance in protecting human rights in Africa in 2007.

Marta Oyhanarte

Marta Oyhanarte, lawyer, mediator and honors graduate from the Universidad de Buenos Aires, is the current undersecretary for institutional reform and strengthening of democracy for the government of Argentina. Previously she served as the President of the Commission on Justice of the Legislature of Buenos Aires (2000-2003)—where she was a legislator for two consecutive three-year terms and as a member of the Organizational Committee for Female Leadership in the Hemisphere, under the auspices of the Inter-American Dialogue and the International Center for Women's Studies in Washington D.C. She was also a member of the Academic Council for the Institute for the Promotion of Human Rights (A joint effort between the Argentine government and the United Nations) (1993-96); Director of the Center for Citizens' Participation and Control of Government in Buenos Aires (1996-97), and she chaired the Poder Ciudadano Foundation

(1989-95). Some of Marta Oyhanarte's publications include: "Your absence, Your presence" ("Tu ausencia, Tu Presencia"), "How to exert you power as a citizen" ("Cómo ejercer su poder ciudadano"; Mediation: a transformation in culture" ("Mediación: una transformación en la cultura"); "Activists and Intelctuals of Civil Society in Public Service" ("Activistas e Intelctuales de la Sociedad Civil en la Función Pública").

Marta Oyhanarte, Abogada y Mediadora, egresada de la Universidad de Buenos Aires con Diploma de Honor es la actual Subsecretaria para la Reforma Institucional y el Fortalecimiento de la Democracia para el gobierno de Argentina. Previamente, sirvió como Presidenta de la Comisión de Justicia de la Legislatura de la ciudad de Buenos Aires (2000-2003), donde fue Legisladora de la ciudad de Buenos Aires por dos términos consecutivos de tres años y fue Integrante del Comité Organizador de Liderazgo Femenino para el Hemisferio (Auspiciado por Diálogo Interamericano y el Centro Internacional de Estudios sobre la Mujer) en Washington. También fue miembro del Consejo Académico del Instituto de Promoción de Derechos Humanos (Convenio Gobierno Argentino y Naciones Unidas) (1993-96); Directora del Centro para la Participación y el Control Ciudadano del Gobierno de la ciudad de Buenos Aires. (1996-97) y Presidió la Fundación Poder Ciudadano (1989-95). Algunas de las publicaciones de Marta Oyhanarte han sido: Tu ausencia, Tu Presencia", "Cómo ejercer su poder ciudadano", "Mediación: una transformación en la cultura". (Coautora), "Activistas e Intelctuales de la Sociedad Civil en la Función Pública". (Coautora)

Suchi Pande

Suchi Pande is Secretary, National Campaign for People's Right to Information (NCPRI). Suchi has worked for Parivartan, a Delhi based citizens' group against corruption, before joining the NCPRI. She is also an independent researcher, looking at interlinked issues of governance and accountability with respect to the urban poor. Suchi graduated from Delhi University and has a MBA in International Management from Australia.

Darian Pavli

Darian Pavli is Legal Officer for Freedom of Expression and Information at the Open Society Justice Initiative. He has been involved, among other things, with impact litigation before international human rights mechanisms, and has played a leading role in efforts to establish the right of access to government information as a basic human right internationally. He works closely with human rights groups in Africa, Eastern Europe, Latin America and elsewhere to address a broad range of freedom of expression and information deficits, and writes and speaks extensively on these issues. Prior to joining the Justice Initiative, Darian was the Southern Balkans researcher for Human Rights Watch and a senior attorney for the OSCE Mission in Albania. He taught constitutional law in his native Albania, and holds advanced law degrees from NYU Law School and Central European University. Darian is a founder and steering committee member of the International Media Lawyers' Association.

Mitchell W. Pearlman

Mitchell W. Pearlman is currently a government information consultant and attorney. He was Executive Director and General Counsel of the Connecticut Freedom of Information Commission from 1975-2005, and now holds the title of Executive Director Emeritus of that organization. He has practiced law for over 37 years. Mr. Pearlman is a frequent speaker on Freedom of Information, privacy, freedom of expression and related topics. He has served as an expert for such organizations as the American Bar Association, the Center for First Amendment Rights, the Freedom Forum, Freedom House, the United States Department of State, and Yale Law School's China Law Center. He's a director of the National Freedom of Information Coalition, the Connecticut Foundation for Open Government, the Connecticut Council on Freedom of Information, and the Connecticut Legal Services Corporation. He was formerly a steering committee member of the Council on Governmental Ethics Laws (COGEL), and a member of the International Conference of Information Commissioners. Mr. Pearlman's writings have been published in numerous journals, and his work cited authoritatively by many sources. He is now in the process of publishing his first book, entitled *Piercing the Veil of Secrecy: The Fight for Freedom of Information*.

Jose Tomas Perez

Jose Tomas Perez has a Bachelor's degree in Psychology, and received a Master's in Higher Education and a Master's in Marketing. He served as Secretary General of the PLD for four years, and simultaneously served as Director of the Industrial Development Corporation under the first year of management of Leonel Fernandez. In March of 2003 he presented a draft bill for the free access to public information, which was approved in July of 2004. Currently, he works as Secretary of State and Director General of the Dominican Institute of Civil Aviation (IDAC).

José Tomás Pérez es Licenciado en Psicología con Postgrado en Educación Superior y Maestría en Mercadeo. Ocupó por cuatro años la Secretaría General del PLD, al tiempo que fue Director de la Corporación de Fomento Industrial en el primer año de Gestión de Leonel Fernández. En marzo de 2003 presentó una propuesta de la ley para el libre acceso a la información pública que fue aprobada en julio de 2004. Actualmente, es Secretario de Estado y Director General del Instituto Dominicano de Aviación Civil (IDAC).

Suzanne J. Piotrowski

Suzanne J. Piotrowski is an Assistant Professor of Public Affairs and Administration at Rutgers University-Newark. She earned a Ph.D. in political science from School of Public Affairs at American University, Washington, D.C and a Master of Public Administration degree from the University of Delaware. She is a member of the Board of the Directors of the New Jersey Foundation for Open Government. Piotrowski is also on the Sunshine Advisory Board for the Citizen Access Project at the Brechner Center for Freedom of Information, University of Florida. In May 2006, she was named as a Prudential Business Ethics Center Fellow, Rutgers University. Dr. Piotrowski's research focuses on non mission-based values in public administration,

including administrative transparency and ethics. Piotrowski's work on governmental transparency includes access to documents through mechanisms such as freedom of information and open meetings laws. Her current research focuses on defining and measuring municipal transparency. Piotrowski has also written widely on public management and freedom of information issues including book chapters, journal articles, case studies, and encyclopedia articles. She authored the book, *Governmental Transparency in the Path of Administrative Reform* from the State of University of New York Press (2007).

Javier Ponce Cevallos

Andrew Puddephatt

Andrew Puddephatt is a Director of Global Partners and Associates (GPA). He has worked to promote human rights for twenty years and has specific expertise in programme development and evaluation with a focus upon transparency, the role of media in society, and implementing human rights. Andrew was Executive Director of ARTICLE 19 from January 1999 to October 2004. He has been an expert member of both the Council of Europe and the Commonwealth Expert working groups on freedom of information and freedom of expression. He is the Vice-Chair of International Media Support; a Danish based NGO that provides emergency support to journalists in conflict areas. He is also a visiting fellow at the London School of Economics. Andrew has led human rights organisations in the not for profit sector for more than twelve years. Between October 1995 and January 1999 he was the Director of Charter88 the UK's leading constitutional reform organisation. Between 1989 and 1995 he was General Secretary of Liberty, a domestic human rights organisation in the UK. He played a leading role in securing a Bill of Rights for the UK. In January 2003 he was awarded an OBE for services to human rights. Andrew is currently chair of the Nirex Independent Transparency Review panel and Chair of the Audit Committee for the UK's Parliamentary Ombudsman.

Juan Ramón Quintana

Rakesh Rajani

Rakesh Rajani, a citizen of Tanzania, was until recently the founding Executive Director of HakiElimu (www.hakielimu.org), an independent civil society organization in Tanzania that promotes public engagement in education governance and enables citizens to hold government to account. Rakesh's interests include the use of information in promoting citizen agency, political economy of policy making, budget transparency and public engagement, and education governance. He has written and/or edited over 300 academic papers, popular publications, and op-editorials in English and Swahili. Rakesh serves on several national and international boards, including HakiElimu, The Foundation for Civil Society and the Media Council of Tanzania. He is a fellow of the Harvard Global Equity Initiative, and advises its Joint Learning Initiative on

Children and AIDS. Recently, he has also advised the Gates/Hewlett Foundations' Initiative on Quality Learning Outcomes in international education and Google.org on its program development on information and governance. Currently Rakesh is working with several partners to develop an East Africa wide initiative on citizen agency and accountability.

Graeme Ramshaw

Graeme Ramshaw is a Program Officer with the Transparency and Accountability Project (TAP), a program funded by the Hewlett Foundation and jointly operated by the Brookings Institution and the Results for Development Institute. In this capacity, he serves as the principal researcher and writer for the program's publications, hosts many of its public events, and manages its smaller projects. Mr. Ramshaw's expertise and experience are in the fields of public sector transparency and accountability, citizen-state relations and the development of civil society, and African democratization. Prior to joining TAP, he worked with the National Democratic Institute (NDI) in its Central and West Africa section and with the Institute for Democracy in South Africa (Idasa) in Pretoria on its community and citizen engagement projects. He has also held short term consultancy positions with the Brookings Institution and NOI Polls, an opinion polling organization in Nigeria started by Dr. Ngozi Okonjo-Iweala. Mr. Ramshaw received his M.A. in International Economics and International Development from the Johns Hopkins School of Advanced International Studies (SAIS) in 2006 and his A.B. in History from Princeton University in 2002.

Hyeon-Ju Rho

Hyeon-Ju Rho is Country Director for the American Bar Association Rule of Law Initiative China Program, where she oversees rule of law capacity building programs in areas including government transparency and accountability, public interest advocacy, and criminal justice. Before joining the ABA in February 2007, she was based in China as a visiting scholar at Peking University Law School, researching the development of public interest litigation in China through a Ford Foundation grant. Prior to moving to China, she worked as a trial attorney in the Civil Rights Division of the U.S. Department of Justice and as a staff attorney at the Urban Justice Center in New York. She has a J.D. from New York University Law School, where she was a Root-Tilden-Kern Public Interest Scholar, and a B.A. from Swarthmore College.

Ramiro Rivadeneira

Ramiro Rivadeneira Silva received his Doctorate in Jurisprudence and International Sciences from the Universidad Central del Ecuador. He has a Superior Diploma in Constitutional Law and Fundamental Rights from the Universidad San Francisco, Quito and also studied Human Rights and Democratic Processes through the University of Chile. He has also taken Specialized Courses in Constitutional Law and Fundamental Rights in the Universidad Carlos III of Madrid, Spain. He has worked for numerous years in human rights, justice, and democracy sponsoring

organizations. He served as the Judicial Advisor to the Constitutional Court of Ecuador for six years. Currently, he is Advisor to the Minister of Justice and Human Rights in Ecuador.

Doctor en Jurisprudencia y Magíster postulante en Ciencias Internacionales por la Universidad Central del Ecuador. Diplomado Superior en Derecho Constitucional y Derechos Fundamentales por la Universidad San Francisco de Quito. Diplomado Superior en Derechos Humanos y Procesos de Democratización por la Universidad de Chile. Cursos de Especialización en Derecho Constitucional y Derechos Fundamentales por la Universidad Carlos III de Madrid – España. Ha colaborado por varios años en organizaciones de derechos humanos, justicia y democracia. Asesor Jurídico del Tribunal Constitucional del Ecuador por seis años. Actualmente Asesor del Ministro de Justicia y Derechos Humanos del Ecuador.

Miguel Rivadeneira

Miguel Rivadeneira is the current News Editor for Ecuadoradio, Radio Quito and Radio Platinum FM and has been so for the past twelve years. He is also a columnist and board member of the Editorial Counsel of El Comercio and a correspondent and board member for the Regional Executive Board of the Press and Society Institute, based out of Lima, Peru. He has been a journalist in Ecuador since 1975 for El Tiempo, Extra and Radio Tarqui, and spent 15 years with El Comercio as a reporter, political editor, and coordinator of writing, five years of which he was Editor in Chief. He has received sixteen national awards, honorable mentions and decorations for his work. Miguel Rivadeneira completed his higher educational studies from the Universidad Central del Ecuador, and received his diploma for postgraduate studies from the Instituto de Altos Estudios Nacionales. He has also taken part in many courses and seminars in the United States, Germany, Colombia and Peru, at institutions such as the SIP, the Federation of International Editors of Journals, and the American Press Institute.

Doce años director de noticias de Ecuadoradio, Radio Quito y Radio Platinum FM. desde 1995 hasta la fecha. Articulista y miembro del Consejo Editorial del Diario El Comercio. Quince años en el diario El Comercio como reportero, editor político, coordinador de redacción y cinco años de editor general. Corresponsal del Instituto de Prensa y Sociedad con sede en Lima. Reportero desde 1975 de los diarios El Tiempo, Extra y Radio Tarqui. Recibidos dieciséis premios nacionales, menciones de honor y condecoraciones Miembro del Consejo Ejecutivo Regional del Instituto de Prensa y Sociedad, con sede en Perú. Miguel Rivadeneira completó estudios superiores en la Universidad Central del Ecuador. Diplomado del Curso Superior de Postgrado del Instituto de Altos Estudios Nacionales. Cursos y seminarios en Estados Unidos, Alemania, Colombia y Perú. Cursos de la SIP, la FIEJ y American Press Institute. Pasantías en Colombia y México.

Sarah Rivard

Sarah Rivard holds the position of Program Assistant at the Democracy Coalition Project, a policy research and advocacy organization working to promote democracy around the world, which also serves as the Washington D.C. office for the Club of Madrid. Prior to her work with the Democracy Coalition Project, she worked on the Nicaraguan Election Observation

Mission with The Carter Center, assisting in the logistics and coordination of the delegation and serving as an international elections observer. In 2005 she worked for Catholic Relief Services in Recife, Brazil, where she coordinated an emergency relief project to help victims of flooding in the state of Pernambuco. She has previously served as an intern for the United States Mission to the Organization of American States at the State Department, where she focused on issues of terrorism, anti-corruption and money laundering. Born in Atlanta, Georgia, Ms. Rivard graduated with honors from Johns Hopkins University in Baltimore, Maryland with a B.A. in International Studies. During her undergraduate studies, Ms. Rivard spent time studying abroad in Santiago, Dominican Republic at Pontificia Universidad Catolica Madre y Maestra. She is fluent in Spanish and English, and has a working command of Portuguese.

Alasdair Roberts

Alasdair Roberts is a professor of public administration in the Maxwell School of Citizenship and Public Affairs at Syracuse University. He is a Fellow of the U.S. National Academy of Public Administration and an Honorary Senior Research Fellow of the Constitution Unit, School of Public Policy, University College London. His book on the right to information, *Blacked Out: Government Secrecy in the Information Age*, was published by Cambridge University Press in 2006, and has won several book awards. He holds a PhD in public policy from Harvard University and a JD from University of Toronto.

Michelle Roberts

Michelle Roberts is an investigative reporter at The Oregonian in Portland, Ore. She has written several award-winning pieces about the state's mental health system, including a series that exposed abuses at Oregon's oldest psychiatric institution that led to its planned closure. Before joining The Oregonian in 1998, Roberts worked as the lead crime reporter for the Chicago Sun-Times. She has a bachelor's degree in journalism from Arizona State University and a master's degree from the Northwestern University Medill School of Journalism. Roberts was part of a team that won the 2007 Pulitzer Prize for breaking news reporting.

Fernando Rodrigues

Fernando Rodrigues, 44, is a Brazilian journalist currently as an International Nieman Fellow at Harvard University. In Brazil, he has been for the past 20 years with newspaper "Folha de S.Paulo" –the daily paper with largest circulation in the country. At "**Folha**" (www.folha.com.br), Mr. Rodrigues has been Economics Editor (in São Paulo) and foreign correspondent in New York, Tokyo and Washington, D.C. Before coming to Cambridge last August, he was based in Brasília as both a political columnist for the paper's op-ed page and a feature reporter. In 2002 Mr. Rodrigues launched the project "Políticos do Brasil" (Politicians from Brasil), with data about Brazilian politicians (electoral information, personal data and list of personal assets). In 2006 (election year in Brazil), the web site www.politicodobrasil.com.br presented an updated version with some 25,000 records, encompassing virtually all major

Brazilian politicians. Mr. Rodrigues has an MA in International Journalism from the City University of London. He also serves as vice-president for ABRAJI (Brazilian Association of Investigative Journalism).

Jorge Romero Leon

Jorge Romero received his Master's in Political Science from the New School for Social Research in New York, and is currently finishing his Doctorate in Political Philosophy there, as well. He also studied political science in ITAM. He is particularly focused on theory of democracy, political identity, sovereignty and migration. He has worked in Fundar since 2000, in various projects related to budget analysis and legislative monitoring. He excelled as an advisor and information coordinator for the parliamentary branch of PAN in the Senate and as project coordinator in the Department of Governance of the Mexican Institute for Social Security. Since January 2007, he is the Executive Director of Fundar.

Maestro en Ciencia Política por la *New School for Social Research*, en Nueva York. Está terminando el doctorado en filosofía Política en la misma escuela, y estudió Ciencia Política en el ITAM. Sus áreas de especialización son la teoría democrática, identidad política, soberanía y migración. Ha trabajado en Fundar desde 2000 en diversos proyectos relacionados con el análisis de presupuestos y el monitoreo legislativo. Se desempeñó como asesor y coordinador de información en la fracción Parlamentaria del PAN en el Senado, y como asesor y coordinador de diversos proyectos en la Secretaría de Gobernación y en el Instituto Mexicano del Seguro Social. Desde Enero de 2007 es el Director Ejecutivo de Fundar.

Atila Roque

Atila Roque comes from Brazil where he works in the NGO sector for over 15 years. Most recently, he was Executive Director of ActionAid USA (2003-2006) and he is presently Co-Director of Inesc (Institute of Economic and Social Studies), one of Brazil's best-known NGOs. He has also served as coordinator for the program on Public Policies and Globalization at IBASE (Brazilian Institute of Economic and Social Analyses). He also played other roles within the NGO sector, including as Director for the Brazilian Association of NGOs, International Coordination Committee of Social Watch and on the Coordination Board of the Brazilian Network on Trade and Regional Integration (Rebrip). He is a founder and former organizer of the World Social Forum, and serves as trustee for numerous non-governmental organizations, including the Bank Information Center (USA) and the Center for Studies on Public Security and Citizenship (Brazil). He has a Bachelor's Degree in History and a Master's Degree in Political Science.

Marc Rotenberg

Marc Rotenberg is Executive Director of the Electronic Privacy Information Center (EPIC) in Washington, DC. He teaches information privacy law at Georgetown University Law Center and has testified before Congress on many issues, including access to information, encryption policy, consumer protection, computer security, and communications privacy. He testified before the 9-11 Commission on "Security and Liberty: Protecting Privacy, Preventing Terrorism." He has served on several national and international advisory panels, including the expert panels on Cryptography Policy and Computer Security for the OECD, the Legal Experts on Cyberspace Law for UNESCO, and the Countering Spam program of the ITU. He currently chairs the ABA Committee on Privacy and Information Protection. He is the former Chair of the Public Interest Registry, which manages the .ORG domain. He is editor of The Privacy Law Sourcebook and co-editor (with Daniel J. Solove) of Information Privacy Law (Aspen Publishing 2005). He is a graduate of Harvard College and Stanford Law School. He served as Counsel to Senator Patrick J. Leahy on the Senate Judiciary Committee after graduation from law school. He is the recipient of several awards including the World Technology Award in Law

Roberto Saba

Mr. Saba is Constitutional Law and Human Rights Professor at University of Buenos Aires and University of Palermo (Argentina). He was co-founder (1995) and former Board Member (1995-2001) of the Association for Civil Rights (Argentina). Since 2001, he has been Executive Director. The Association for Civil Rights is a leading organization in Argentina and in Latin American dealing particularly with freedom of expression issues focusing on indirect censorship (as for instance through financial pressures), public broadcasting independence and autonomy, and freedom of information. ADC does its work through a variety of strategies such as impact and strategic litigation, lobbying for legal reform, advocacy before the administration and the publication of reports. ADC, together with Open Society-Justice Initiative (New York), was responsible for the publication of a report on how local governments and the national government in Argentina use the allocation of money for public advertising as a means for manipulating the press. This report, entitled *Buying the News*, as well as the accompanying regulation, have been and are very influential in the public debate on subtle ways of censorship that is taking place in the region. Roberto Saba got his J.D., University of Buenos Aires (1990), and his LL.M., Yale Law School (1995). He is a JSD Candidate, Yale Law School.

Marta Sacasa

Marta Pasos de Sacasa is the Vice President of the Executive Board of Televisión de Nicaragua-Chanel 2. Through her work in communications she has helped to support the efforts of the Violeta Barrios de Chamorro foundation, which strived towards the creation and implementation of an Access to Information Law in Nicaragua. She was born in Nicaragua in 1949 and is married with four children and two grandchildren.

Vicepresidente de la Junta Directiva de Televisión de Nicaragua- Canal 2, medio que ha apoyado el trabajo de la Fundación Violeta Barrios de Chamorro para la promulgación y la

puesta en vigencia de la Ley de Acceso a la Información. Nacida en Managua, Nicaragua en 1949, casada, con cuatro hijos y dos nietos.

Albie Sachs

Albie Sachs, born in 1935, is a justice on the Constitutional Court of South Africa, appointed by Nelson Mandela in 1994. His career in human rights activism started at the age of seventeen, when as a second year law student at the University of Cape Town, he took part in the Defiance of Unjust Laws Campaign. He attended the Congress of the People at Kliptown where the Freedom Charter was adopted. He started practice as an advocate at the Cape Bar aged 21. The bulk of his work involved defending people charged under racist statutes and repressive security laws. In 1966 he went into exile. After spending eleven years studying and teaching law in England he worked for a further eleven years in Mozambique as law professor and legal researcher. During the 1980s working closely with Oliver Tambo, leader of the ANC in exile, he helped draft the organisation's Code of Conduct, as well as its statutes. In 1990 he returned home and as a member of the Constitutional Committee and the National Executive of the ANC took an active part in the negotiations which led to South Africa becoming a constitutional democracy. After the first democratic election in 1994 he was appointed by President Nelson Mandela to serve on the newly established Constitutional Court.

Salimah Samji

Salimah was born in Nairobi, Kenya, has a Bachelor of Mathematics from the University of Waterloo (Canada) and a Masters in Public Administration in International Development (MPAID) from the Kennedy School of Government, Harvard University. She has worked in Kenya, Canada, USA, Pakistan, India and Tajikistan. She is a qualified Casualty Actuary who decided to volunteer with a Canadian NGO (FOCUS Humanitarian Assistance), based in Pakistan for 18 months sponsoring Afghan Refugees to Canada. Her experience working in afghan refugee camps led her to change careers from an actuary to working in the international development arena. After graduating from the Kennedy School, she spent 3 years at the World Bank in South Asia (based in India) as a social/rural development as well as a monitoring and evaluation specialist. She is currently a Program Manager at Google.org leading the Inform and Empower initiative in India.

Jorge Santistevan

J. Santistevan de Noriega is a Doctor at Law and Attorney at Law by the Catholic University of Peru, with post graduate studies at NYU's School of Law and University of Wisconsin's School of Law. He is a practicing lawyer, arbitrator and law professor at the Catholic University of Peru (PUCP), the Peruvian Science University (UPC), the Magistrates Academy of Peru (AMAG) and the Lima University (UL). In 1996 he was elected by the Peruvian Congress as the first Defensor del Pueblo (Ombudsman). Mr. Santistevan's devoted and independent performance as

a defender of human and constitutional rights in adverse circumstances has given him a reputation that has been recognized in Peru and else where in Latin America

Patrick Schmidt

Patrick Schmidt teaches Political Science at Macalester College in St. Paul, Minnesota. After completing a Ph.D. at Johns Hopkins University, he also held posts at the Centre for Socio-Legal Studies, Oxford, and Southern Methodist University in Dallas, Texas. His works include books on regulatory policymaking in the United States and the adoption of human rights into domestic legal systems, as well as numerous articles and chapters on the American Supreme Court, litigation, and the administrative process. His current research focuses on the challenges faced by laws requiring disclosure in a variety of settings, including securities, public freedom of information, and campaign finance in the United States.

Emanuel Shears-Moses

Emanuel Ekundayo Shears-Moses attended schools in the Federal Republic of Nigeria and obtained a Bachelor of Arts [combined honors] degree in English and Philosophy from the University of Lagos, Bachelor of Laws from the University of London and a master's degree in Business Law from London. Called to the bar at Gray's Inn , London, he was a magistrate in the Republic of Sierra Leone before leaving to enter private legal practice. Presently he is head of the law firm: Shears-Moses & C0 and past President of the Sierra Leone Bar Association. He is also lecturer in Law at the University of Sierra Leone, Chairman of the National Social Security Appeals Tribunal & Medical Appeals Tribunal, and member of the University Appeals Committee and of the Law Reform Commission. He was chairman of the committee of inquiry set up by the government to investigate the security in the Central prisons during the rebel war. He has been a long time an advocate for law reform relating to freedom of information by the public and therefore the right of the press to search for and obtain information on the activities of government and its officials in the interest of good governance.

Ousamane Sidibe

Ousmane Sidibe was born on December 25th, 1954 in the Republic of Mali. He received juris doctor from the University of Bordeaux, France, and his bachelor's degree from l'Ecole Nationale d'Administration in Mali. From 1984 to 1993 to served the role of professor and subsequently of Director of l'Ecole Nationale d'Administration. Throughout the course of his university career, he has published many articles on the right to work and democracy in Africa. Between 1993 and 2000, Mr. Sidibe has occupied many positions within the Malian government—most notably in as the Minister of Labor, where he carried out many reforms. Since 2001, he has worked as the Commissioner of Institutional Development where he has put into action a program on extensive administrative reform. Internationally, Mr. Sidibe has chaired over various administrative councils, particularly in the African Center for Administrative Research for the Development of Morocco, and in the International Labor Organization. Mr.

Sibide is also a member of the scientific council of the Advanced Studies Institute of the University of Nantes, France. Mr. Sidibe was honored by the President of Mali as a Knight of National Order of Mali.

Shekhar Singh

Shekhar Singh is a founder member and past convenor of the National Campaign for Peoples Right to Information (NCPRI). The NCPRI was at the forefront of the movement to draft and have legislated the Indian Right to Information Act. Shekhar Singh taught social and moral philosophy, and epistemology, at St. Stephen's College, University of Delhi, and at the North-Eastern Hill University, Shillong. He subsequently taught at the Indian Institute of Public Administration, New Delhi and was Director of the Centre for Equity Studies, New Delhi. His major areas of work and interest include biodiversity conservation, environmental management, right to information and good governance. He has also worked with the Government of India as Advisor to the Planning Commission of India and has been a consultant to various organisations including the UNDP, FAO, ADB, DANIDA, the World Commission on Dams and the Global Environmental Facility (GEF). He is a past governor of the Canadian International Development Research Centre (IDRC) and a co-chair of the task force on transparency, as part of the Initiative on Policy Dialogue (IPD), based in Columbia University, New York.

Rick Snell

Rick Snell is a senior lecturer in public law at the Law School, University of Tasmania. His principal area of interest is administrative law but he has published and studied in a wide number of areas (including history, politics and the South Pacific). He is considered an authority on Freedom of Information (FOI). He has been a visiting teacher at Law Schools in New Zealand, Canada and Ireland. In the past 8 years he has been invited to speak on a ccess to information, the reform of administrative law and public law teaching in all Australian states, Canada, New Zealand, Fiji, Indonesia, Mexico, United Kingdom, Ireland, USA, Philippines, Malaysia, Cambodia and South Africa. He has been a government FOI officer, serial applicant, provided advice to media requesters, NGOs and Ombudsman, made numerous submissions on law reform and for 10 years was editor of the FoI Review. He is regarded as a thought provoking and provocative speaker and writer. He is a frequent media commentator on both state and national legal issues especially affecting governance issues. His current research concentrates on the interfaces, conflicts and contradictions between FOI and other statutes and comparative research of Ombudsman and FOI.

Dario Soto

Dario Soto Abril is a Colombian attorney. Since 2002 Dario serves as Director of Programs for the Trust for the Americas, the non-profit affiliate of the Organization of American States (OAS). Among other roles, Mr. Soto is in charge of the coordination of the regional alliance for access to information and freedom of expression. The "alliance" is a network of civil society

organizations from Latin America and the Caribbean that work together to promote participation and transparency through better FOIA laws. Mr. Soto holds a Masters of Law from Tulane University and is admitted to practice law in the state of New York.

John Stremlau

Dr. John Stremlau is vice president for peace programs at The Carter Center, named to the post in January 2006. He oversees the Center's programs to advance human rights, democracy and conflict resolution globally, regional cooperation in the Americas, and promotion of grassroots democracy, rule of law, and social justice in China. For the past eight years he resided in South Africa where he was Jan Smuts Professor and Head of International Relations and the founding director of the Centre for Africa's International Relations at the University of the Witwatersrand, Johannesburg. Previously, he served as senior advisor to the Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict in Washington, D.C. (1994-1998), deputy-director for policy planning in the office of the U.S. Secretary of State (1989-1994), strategic planning officer for the World Bank (1988-1989), and an officer of the Rockefeller Foundation (1974-1987), directing its international relations division from 1984-1987. At the Rockefeller Foundation, his responsibilities included supporting research and training in the fields of international security, arms control, and international economic cooperation. He also administered a special trustee-supported program to fund black leadership development in South Africa. Dr. Stremlau publishes extensively on foreign affairs and is a frequent media commentator on international network news programs. He authored "The International Politics of the Nigerian Civil War," and edited several books. He comments frequently on foreign affairs, including more than 200 opinion pieces for South African and international media since 1998.

Miguel Suazo

Miguel Suazo is a native of the city of Santo Domingo, Dominican Republic, where he pursued medicine as his primary career. He later specialized in the field of bioethics in the Universidad de Chile. He is director of Ethics within the National Council for State Reform (CONARE), where he serves as coordinator of a specialized unit responsible for the implementation of law 200-04, on free access to public information. He is also coordinator of an inter-institutional committee for the development and implementation of an action plan for the creation of the Access to Information Offices (OAI) and the development of a draft bill for the creation of a guiding body for the realization of the law. He is responsible for the training process for members of the ethics committee belonging to state dependencies and for their linkages to the Access to Information Offices, as well as for those Responsible for Access to Information (RAI). His post is defined under the responsibility to serve as an ethical support in the establishment of an integrated framework for state reform processes

Tom Susman

Tom Susman is a partner in the Washington Office of Ropes & Gray, where his practice includes counseling, litigation, and lobbying on access to government information and privacy. He has testified on FOIA reform before the U.S. Congress and authored a number of works on information and privacy. He advised Shanghai on open government information, wrote a chapter on Access to Documents in the European Union for an ABA publication, co-authored a BNA portfolio on business information, and taught classes and courses on the FOIA to government lawyers, government access professionals, and law students. He has also been involved in a number of freedom of information cases at the state and federal levels and before foreign tribunals. Currently serving in the House of Delegates of the American Bar Association, is also a member of the American Law Institute, Chairman of the National Judicial College, and President of the District of Columbia Public Library Foundation. Before joining Ropes & Gray, Mr. Susman served on Capitol Hill as chief counsel to the Senate Judiciary Committee; prior to that he was in the Office of Legal Counsel of the US Department of Justice. He graduated from Yale University and received his J.D. from the University of Texas Law School.

Nardi Suxo

Nardi Elizabeth Sexy Iturry is the Vice Minister of Transparency and Anticorruption. She focused in Humanities throughout her secondary education, and received her Bachelor's degree in Political and Juridical Science from the Universidad Publica Mayor de San Andres. She received her diploma in human rights from the Universidad Carlos Tercero in Spain, and has accumulated experience in the field through courses in penal reform and human rights in Costa Rica, Peru, and the US and from organizations such as the UN and the Andian Commission of Jurists. She also has wide experience in Civil Society and its relationship with Central Government, and Legislative and Judicial Power. At the same time she has had experience in the public sector.

Nardi Elizabeth Suxo Iturry es la Viceministra de Transparencia y Lucha contra la Corrupción. Ella recibió su bachiller en Humanidades, y su licenciatura en Ciencias Jurídicas y Políticas de la Universidad Publica Mayor de San Andres. Esta Diplomada en Derechos Humanos de la Universidad Carlos Tercero, España y ha acumulado experiencia en el ámbito de Derechos Humanos a través de cursos de reforma penal en Costa Rica y Peru, EEUU y organizaciones como las Naciones Unidas y la Comision Andina de Juristas. Ella ha tenido amplia experiencia en el trabajo con Sociedad Civil y su relacionamiento con entidades del Gobierno Central, Poder Legislativo y Judicial. Asimismo experiencia en el Sector Público.

Min Tang

Min Tang is the Deputy Secretary General of the China Development Research Foundation of the Development of Research Center of the State Council of China, which is in charge of conducting research work in the fields of macroeconomic, financial reform, energy conservation and climate change, and public finance and social investment. Previously, Mr. Tang served as Deputy Resident Representative of the Asian Development Bank's Resident Mission in China and as Principal Economist of the Asian Development Bank. His most recent publications

include "Growth Triangles in Asia-A New Approach to Regional Economic Cooperation" (Oxford University Press, 1994); "Indonesia-Malaysia-Thailand Growth Triangle: Theory to Practice" (Asian Development Bank Press, 1996); "Issues on Contemporary Economics" (Commerce Press, Vol.1, 1989, Vol.2, 1992, Vol.3, 1996); and "Thousand Thoughts and One Achievement" (Guangdong Economic Press, 2002). Min Tang received both his Ph.D and M.A in International Trade Finance and Econometrics from the University of Illinois at Urbana-Champaign, and his B.S in Mathematics from Wuhan University, China."

Mohammed Tibandenyera

Mr. Mohamed Tibanyendera is an Advocate entitled to practice in all legal matters in the High Court of Tanzania and Subordinate courts, save for the Primary Courts. He completed his Bachelor of Laws degree in 2003 at the University of Dar es Salaam, specializing in human rights, intellectual property, and corporate and commercial laws. Mr. Tibanyendera has undertaken various activities in his current and previous positions. He first worked as a legal counselor with the Womens' Legal Aid Centre, then joining ILM Advocates, a private law firm in Tanzania in 2003, where he worked as a legal officer. Since May 2004, Mr. Tibanyendera has been working at his current position with the Media Institute of Southern Africa –Tanzania Chapter (MISA-TAN) as an Advocacy/Broadcasting Officer. MISA is an international non-governmental organization campaigning for Freedom of Information and media freedom in the Southern African Development Community (SADC). Besides, Mr. Tibanyendera has participated in various forums to address issues of access to information. He is currently the secretary to the Coalition for Freedom of Information Campaign in Tanzania and has also worked as a consultant to the Coalition on matters relating to freedom of information.

Alejandro Toledo

Dr. Alejandro Toledo was democratically elected President of Peru from July 2001-July 2006. His Presidency was characterized by its fight against poverty through health and educational investment, and due to sustained economic growth and deliberate social policies directed at the poor, extreme poverty was reduced by 25 percent in five years. Before becoming President, Dr. Toledo worked for the World Bank, the Inter-American Development Bank in Washington, and the United Nations in New York. During his academic years, Professor Toledo was a visiting scholar and a research associate at Harvard University and Waseda University in Tokyo. He is currently an economics professor (on leave) at the University of ESAN and Director of the Economic Development Institute (IDE/ESAN) in Lima, Peru. He is also Founder and President of the Global Center for Development and Democracy (GCDD), which studies the interrelationship between poverty, inequality, and the future of democratic governance. He is a Payne Distinguished Visiting Lecturer at the Freeman Spogli Institute of International Studies and Visiting Scholar at the Center on Democracy, Development, and the Rule of Law (CDDRL) for the 2007-2008 academic year, Distinguished Fellow in residency at the Center for Advanced Studies and Behavioral Science (CASBS) at Stanford for the 2006-2008 academic years. He also served as Co-leader with Presidents Jimmy Carter and Ardito Barletta in the Presidential Election Observation Mission to Nicaragua in November 2006. Dr. Toledo holds a Ph.D. and

Master's in Economics of Human Resources, in addition to a Master's in Economics from Stanford University.

Tseliso Thipanyane

Tseliso Thipanyane is the Chief Executive Officer of the South African Human Rights Commission. He has worked extensively on human rights, democracy and good governance over the last 15 years, and has held positions as former researcher and acting director of the Centre for Criminal Justice, University of KwaZulu-Natal, law lecturer, University of the Western Cape. He is the former Deputy Chief Executive Officer of the National Institution for Public Interest Law and Research, as well as the Former head of the Research and Documentation of the South African Human Rights Commission. Mr. Thipanyane served as the former Corporate Affairs Officer of the Commission for the Promotion and Protection of the Rights of Cultural, Religious and Linguistic Communities and was a former member of the Juvenile Justice Project Committee of the South African Law Reform Commission. Currently, Mr. Thipanyane is an active member of the Board of various organizations, including the Open Society Foundation (South Africa), and the Children's Institute, University of Cape Town, as well as former board member to the South African Anti-Racism Forum; he is also an Advocate of the High Courts of Lesotho and South Africa. Mr. Thipanyane has a Masters in Constitutional Litigation and a Bachelor's in Laws and Sciences; he also received a fellowship for the Salzburg Seminar.

Jack Thurston

Based in London, UK, Jack Thurston is a co-founder of farmsubsidy.org, a network of journalists, researchers and activists pushing for transparency in European Union farm subsidy policies. He has led the campaign for access to data on farm subsidy payments in the UK and continues to work with a pan-European network on budget accountability and openness. His work on transparency has resulted in fundamental changes to laws governing public access to information about European Union budgets. He is also a Transatlantic Fellow of the German Marshall Fund of the US, an American institution that stimulates the exchange of ideas and promotes cooperation between the United States and Europe in the spirit of the post-war Marshall Plan. He was formerly a political adviser to the Rt. Hon. Nick Brown MP, the UK Minister for Agriculture Fisheries and Food (1998-2001). Mr Thurston writes widely on agriculture, food and trade policy and his articles have appeared in The Guardian, The Observer, European Voice, New Statesman, Prospect and Tribune. He holds degrees in Philosophy, Politics and Economics from Oxford University (1994) and Public Policy Analysis from the University of California at Berkeley (1999), where he studied for two years as a Fulbright Scholar.

Anel Townsend

Anel Townsend is a consultant for the Unit of Gender and Diversity at the Inter-American Development Bank, Washington DC. She is a Member of the Advisory Council of Parliament Latin-American (regional organization which gathers 22 Parliaments from Latin American and Caribbean and promotes latinamerican integration and democracy) and of the Advisory Council

of Vital Voices for a Global Partnership (which promotes women 's leadership globally) in Washington DC. Visiting Fellow of the Center for Hemispheric Affairs at the University of Miami , Florida (2008), Faculty of the Salzburg Seminar, Session 447, Austria (2007). Member of the Congress in Peru between 1995 and 2006. As a parliamentarian she focused her work in human rights, gender equality and anticorruption matters. She is the author of the first Access to Information Law approved in Perú in the year 2003 and was the Chair of the Special Committee to prepare the text of such law (2002-03) . Former Minister of Women Affairs and Social Development (2003). Between November 2000 and June 2001, she participated actively in the first Investigation Committee to be formed in the Peruvian Parliament after ten years in which the authoritarian government headed by Fujimori had blocked any kind of research about them . From August 2001 to June 2002, she was the Chair of the Special Investigation Committee about Fujimori's regime illegal actions. This Committee produced more than one hundred accusations and many of them have been included in the Extradition Procedure of Alberto Fujimori approved by the Supreme Court in Santiago de Chile.

Maharafa Traoré

Patrick Tumwine

Patrick Tumwine is a Ugandan male working with Human Rights Network Uganda (HURINET-U) as the Advocacy Information and Research officer. He is a holder of a Bachelors Degree in Social sciences major in political science and public administration from Makerere University Kampala Uganda. He is currently undertaking a Masters degree in Human Rights from the same University. Have experience in Advocacy, research and Human rights monitoring in the Country through reporting, media Advocacy, and Networking at both local regional and international level. Has attended several National, regional and International conferences, including FOI, Human rights Monitoring, ICC, JRR, among others. He is member of steering committee of African freedom of information centre. And a Human rights defender.

Ricardo Uceda

Ricardo Uceda, Executive Director of the Institute on Press and Society (IPYS), has directed highlighted journalistic investigations in Peru—some of these include the crimes perpetrated by the Grupo Colina, a military squad in charge of extrajudicial executions in the 90's, and the falsification of over 1 million signatures in the 2000 elections. He was a student of Economics and Journalism, and was the director of the *Sí* seminar (1994-1999). Additionally, he served as Chief of the Investigation Unit in *El Comercio* newspaper (1994-2001), and gained prior experience as reporter and editor in various publications and media sources. In 1994, he was awarded the Freedom of Press award from the Journalists' Protection Committee in New York. In 1999 he was considered Defender of Freedom of the Press by the International Press Institute. In 2000, Columbia University granted him the Maria Moors Cabot award. He published "Death in the little Pentagon" (Planeta Colombia, 2004), an extensive investigation on the crimes committed by the Shining Path and the Peruvian Armed Forces between 1983 and 1993. He has been executive director of IPYS since 2001.

Farina Vasquez

Vladimir Villegas

Hely Vladimir Villegas was born in Caracas on December 11m 1961. He received his bachelor's degree in Social Communication, and has been elected to parliament in two instances. He was a member of the Latin American parliament and formed part of the 1999 National Constituent Assembly. He was an attorney of the people in Caracas and served as ambassador of Venezuela to Brazil and Mexico and as President of the State owned station Venezolana de Television. He served as Vice Minister of Foreign Relations for Asia and the Middle East. He was Secretary General of the National College of Journalists in Caracas, and is currently programming coordinator for radio and television. He is married and has two sons.

Alex Wang

Alex L. Wang is an attorney for the Natural Resources Defense Council (NRDC) based in Beijing and the director of NRDC's China Environmental Law Project. In this capacity, he works with China's government agencies, lawyers, judges and environmental groups to improve environmental enforcement and strengthen the role of the public in environmental protection. In 2008, a major focus of this work will be open environmental information. Mr. Wang is also involved in overall development and management of NRDC's China Program, and helped to establish NRDC's Beijing office in 2006. Mr. Wang is the author of various articles on environmental law that have appeared in The Environmental Forum, Vermont Journal of Environmental Law, World Environment and other publications. He is a regular presenter on China's environment and has spoken at, among other places, the Council on Foreign Relations, New York University School of Law, Columbia University Law School, Tsinghua University and the China University of Political Science and Law. He was a Fulbright Scholar to China from 2004-05. Prior to that, Mr. Wang was an attorney at the law firm of Simpson Thacher & Bartlett LLP in New York City. Mr. Wang received a J.D. degree from New York University School of Law and a B.S. in Biology from Duke University.

Aleem Walji

Aleem Walji is Head of Initiatives within the Global Development Team at Google.org with a focus on Eastern Africa (he was born in Tanzania). Prior to joining Google, Aleem was Chief Executive Officer of the Aga Khan Foundation in Syria where he coordinated and managed a number of initiatives ranging from community health and water management to early childhood education, microfinance and enterprise development. Aleem's particular interests lie in rural economic development, entrepreneurship, and partnerships with private sector and civil society institutions. Aleem is a graduate of Emory University and the Massachusetts Institute of Technology. He completed his Bachelors degree in Near Eastern Studies and Anthropology and

his Master's Degree in International Development and Regional Planning. Aleem was an intern at the Carter Center in 1990.

John Wilson

Mr. Wilson is Senior Legal Advisor for the Office of International Law of the Organization of American States, in charge of topics on Access to Information. In this capacity, Mr. Wilson's principal responsibilities include the development of legislative and procedural recommendations for Member States, including the possible adoption and implementation of local and/or Inter-American instruments on the Access to Information. In this capacity, Mr. Wilson provides advisory services to OAS political and technical bodies, agencies and entities and provides assistance to member states in the implementation of OAS instruments. Before joining OAS, Mr. Wilson was project director with an international research institution in charge of legal reform and implementation efforts in Latin America. Mr. Wilson is frequent speaker and author on topics of international law and legal reform in the Americas and has been lecturer/faculty at numerous institutions. Mr. Wilson is a graduate of the State University of New York at Buffalo and the University of Arizona College of Law.

Staff Bios

Laura Neuman

Laura Neuman is the Assistant Director for the Americas Program at The Carter Center. She is the Access to Information Project Manager for the Carter Center and directs and implements its transparency projects, including projects in Jamaica, Bolivia, Nicaragua, and Mali. Ms. Neuman edited six widely distributed guidebooks on fostering transparency and preventing corruption and has presented at numerous international seminars relating to access to information legislation, implementation and enforcement. Ms. Neuman is a member of the Initiative for Policy Dialogue task force on transparency, a board member of the Center for Transparency and Access to Information Studies, Mexico, and an International Associate to the Open Democracy Advice Center, South Africa, and has served as a consultant to the World Bank, Inter-American Development Bank, and a number of governments. As part of her transparency work, she served as Executive Secretary for the Carter Center's Council for Ethical Business Practices. Ms. Neuman also has led and participated in international election monitoring missions throughout the Western hemisphere. Prior to joining The Carter Center in August 1999, Ms. Neuman was senior staff attorney for Senior Law at Legal Action of Wisconsin. She is a 1993 graduate of the University of Wisconsin law school.

Kari Mackey

Kari Mackey is the Assistant Project Coordinator for the Access to Information Project of The Carter Center's Americas Program. She provides logistical and administrative support to the

project's various country missions and regional initiatives. Prior to joining The Carter Center staff, she interned for The Carter Center's Americas Program in the Spring of 2007, when she completed research on a number of issues related to the right to access public information. Ms. Mackey is currently working on her Master's degree in Political Science with a concentration in International Relations and Comparative Politics at Georgia State University. She graduated summa cum laude with a Bachelor of Arts in Political Science from Georgia State with numerous awards including Best Paper for her presentation of the paper, *Democracy and Human Rights*, at the 2007 Georgia State Political Science Research Conference. Previously she worked for four years as an assistant project manager for Sherwood & Associates, Inc.

Andrea Durango

Andrea Durango joined The Carter Center in June 2007 as program associate in the Americas Program. She conducts research on, designs, and coordinates Inter-American Relations projects. Ms. Durango organized the election observation delegation for the Constituent Assembly elections in Ecuador in September 2007. Ms. Durango holds a Master of Science degree in global affairs from New York University. She worked at the United Nations for six years, both in Ecuador and in New York. Most recently, she was the communications consultant for the Latin American and Caribbean section of the U.N. Development Fund for Women (UNIFEM), where she coordinated the 2005 16 Days of Activism campaign against gender violence in Latin America. She was also the focal point for indigenous related issues at UNIFEM. Previously, she was the country operations assistant at the U.N. Volunteers program in Quito, Ecuador, where she worked on human resources mobilization. Ms. Durango is a native of Ecuador.

Sarah King

Sarah King joined The Carter Center in November 2006 as the Program Assistant for the Americas Program where she provides administrative and logistical support to the program. She received her Bachelor's degree in international relations and Hispanic studies from Connecticut College in May of 2006. Previously, she held internships with the International Forum for Democratic Studies at the National Endowment for Democracy and with WorldBoston, a member of the World Affairs Council of America.

Meg McDermott

Meg McDermott is the conference assistant for the Carter Center's Access to Information Project. Meg will graduate with honors from Emory University in May of 2008, where she majors in International Studies and minors in Spanish. She previously interned with the Americas Program in the fall of 2007 and is currently researching transparency laws in Latin America for her honors thesis in the political science department. At Emory, Meg has served as managing editor of *The Emory Wheel* and co-editor in chief of the *Emory Political Review*. In the fall, she will study international relations at the University of St. Andrews as a Robert T. Jones, Jr. scholar.

THE
CARTER CENTER



Waging Peace. Fighting Disease. Building Hope.



**International Conference on the Right to Public Information
February 27-29 2008
The Carter Center
Atlanta, GA**

Gilma Agurcia
Comisaria de Información
Instituto de Acceso a la Información Pública
Honduras
504 231 31 75
gilmagurcia@yahoo.com

Rodolfo Aldea
Director
Programa de Probidad y Transparencia
del Gobierno
República de Chile
raldeam@vtr.net

Abraham Azubuike
Chief Librarian
United Nations Economic Commission
for Africa
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
251-11-544-3667
aazubuike@uneca.org
aazubuike@yahoo.com

Emma Back
Consultant to Department for
International Development
113 East 35th Street, #1
New York, NY, USA 10016
1-646-421-9672
emma.back1@hotmail.com

Paloma Baena Olabe
Inter-American Development Bank
Institutional Capacity and Finance Sector
1300 New York Avenue, NW
Washington D.C., USA 20577
1-202-623-2536
palomab@iadb.org

Ana Bellver
Public Sector Governance Specialist
World Bank Institute
1818 H Street N.W.
Room I4-187, MSN I4-232
Washington D.C., USA 20433
1-202-458-9721
abellver@worldbank.org

Ibrahim Ben Kargbo
Minister of Information and Communication,
Sierra Leone
Freetown, Sierra Leone
011.232.76.656.037
aliebah@yahoo.com
ibrahimbenk@yahoo.com

Leslie Benton
Senior Policy Director
Transparency International
lbenton@transparency-usa.org

Matt Bigg
Bureau Chief
Reuters – Atlanta
Matt.Bigg@reuters.com

Tom Blanton
Director
National Security Archive
The Gelman Library GWU, 2130 H Street NW,
Suite 701
Washington D.C., USA 20037
1-202-994-7068
tblanton@gwu.edu

Zachary Bookman
Yale University
Av. Amsterdam 15-203, Col. Condesa
Mexico, D.F. C.P. 06100
52-55 3363-1482
zachary.bookman@yale.edu

Luis Botello
Senior Program Director
International Center for Journalists
Washington D.C., USA
lbotella@icfj.org

Richard Calland
Program Director
Economic Governance Program
Institute for Democracy in South Africa
6 Spin Street, Church Square
Capetown 8000, South Africa
27-21-467-7607
rcalland@idasa.org.za

Maximiliano Campos Rios
Director
Área de Transparencia de
Democracia Representativa
202- 445-1691
maximilianocampos@yahoo.com.ar
mcampos@democraciarepresentativa.org

Jimmy Carter
Former President, United States of America
Founder, The Carter Center
The Carter Center
453 Freedom Parkway
Atlanta, GA, USA
1-404-420-5100

Rosalynn Carter
Former First Lady, United States of America
Founder, The Carter Center
The Carter Center
453 Freedom Parkway
Atlanta, GA, USA
1-404-420-5100

Jie Cheng
Associate Professor of Law
School of Law, Tsinghua University
Beijing 10084, P.R. China
86-10 62773483
lawcjc@mail.tsinghua.edu.cn

Helen Darbishire
Executive Director
Access Info Europe
Calle Doña Juana I de Castilla 60, bajo B
Madrid, Spain 28027
34-667-685-319
helen@access-info.org
helen.darbishire@gmail.com

Maja Daruwala
Executive Director
Commonwealth Human Rights Initiative
B-117, Second Floor, Sarvodaya Enclave
New Delhi, India 110 017
91-11-2685-0523, 2652-8152, 2686-4678
majadhun@vsnl.com
mohan@humanrightsinitiative.org

Nelson de Freitas
Administrador de Proyectos
Centro Latinoamericano de Administración
para el Desarrollo
Calle Herrera Toro, Quinta CLAD,
Sector Los Naranjos, Las Mercedes,
Apartado Postal 4181
Caracas, Venezuela 1010-A
(58-212) 9924064 / 3297 / 5953 / 9937277 /
9104
nfreitas@clad.org.ve
nfreitas@cantv.net

Mukelani Dimba
Deputy Chief Executive Officer
Open Democracy Advice Center
P.O. Box 1739
Capetown 8001, South Africa
27-21-4613096
dimba@opendemocracy.org.za
mukelani.dimba@gmail.com

Chad Dobson
Executive Director
Bank Information Center
1100 H Street, NW, Suite 650
Washington D.C., USA 20005
1-202-737-7752
cdobson@bicusa.org

Kevin Dunion
Information Commissioner
Information Commissioner Scotland
Kinburn Castle, Doubledykes Road
St. Andrews KY169S, Scotland
01334 464610
sic@itspublicknowledge.info

Linda Ehrichs
Office for Democratic Governance Policy
Canadian International Development Agency
200 Promenade du Portage,
Gatineau Quebec, Canada, K1A 0G4
1 (819) 934-5619
1 (416) 928-0098
LINDA_EHRICHS@acdi-cida.gc.ca

William Fitzpatrick
Corporate Counsel
Omidyar Network
1991 Broadway, Suite 200
Redwood City, CA, USA 94061
1-650-482-2512
will@omidyar.net

Meredith Fuchs
General Counsel
National Security Archive
The Gelman Library GWU
2130 H Street NW, Suite 701
Washington D.C., USA 20037
1-202-994-7000
mfuchs@gwu.edu

Diego Garcia-Sayan
Juez
Corte Interamericana de Derechos Humanos
PO Box 6906-1000/ Avenue 10, Street 45-47
Los Yoses, San Pedro
San José, Costa Rica
506-234-0581
dgs@rocketmail.com

Elaine Geyer-Allely
Carter Center Consultant, Mali
Route de Vireloup, 104, 1239 Collex-Bossy
Geneva, Switzerland
41-22-774-11-34
deallely@club-internet.fr
deallely@afribone.net.ml

Carolyn Gomes
Executive Director
Jamaicans for Justice
1 Grants Pen Road
Kingston 8, Jamaica
1-876-755-4524
cgomes@mail.infochan.com

Guillermo Gonzales-Arica
Director Asistente
Centro Global para el Desarrollo y la
Democracia
Perú
gugonzal@maxwell.syr.edu

Juan Pablo Guerrero
Comisario de Información
Instituto Federal de Acceso a la Información
Pública – México
Av. Mexcio #151, Col. El Carmen, Coyoacan,
C.P. 04100, Delegacion,
Mexico D.F.
52-55-50-042409
juanpablo.guerrero@ifai.org.mx

Emmanuel Gyimah-Boadi
Executive Director
Center for Democratic Development - Ghana
P.O. Box 404
Legon-Accra, Ghana
233-21-776142 / 763029 /784293
/784294/777214
gyimah@cddghana.org

John Hardman
President and Chief Executive Officer
The Carter Center
453 Freedom Parkway
Atlanta, GA, USA 30307
1-404-420-5100

Nathaniel Heller
Co-Founder, Managing Director
Global Integrity
910 17th Street, NW, Suite 1040
Washington D.C., USA 20006
1-202-449-4100
Nathaniel.Heller@globalintegrity.org

C.R. Hibbs
Program Officer and Managing Director
for Mexico
Hewlett Foundation
52-55 5281-8720
Mexico City, Mexico
cdhibbs@hewlett.org

Sarah Holsen
Research Associate
Swiss Graduate School of Public Information
Route de la Maladière 21,
CH-1022 - Chavannes - Lausanne
021 557 40 86
Sarah.Holsen@idheap.unil.ch
Sarah.holsen@gmail.com

Jamie Horsley
Deputy Director
China Law Center – Yale University
Yale Law
P.O. Box 208215
New Haven, CT, USA 06520
1-941-593-0652
Jamie.horsley@yale.edu

Brant Houston
Knight Chair in Investigative
and Enterprise Reporting
University of Illinois at Urbana-Champaign
119 Gregory Hall, 810 S. Wright St.
Urbana, IL, USA 61801
1-573-529-3581
1-217-333-7554
branthouston@gmail.com
houston@uiuc.edu

Rob Jenkins
Professor
Graduate Center, Ralph Bunche Institute
for International Studies
prof.jenkins@btopenworld.com

Lisa Jordan
Deputy Director
Global and Civil Society Unit
Ford Foundation
New York, NY, USA
l.jordan@fordfound.org

Gergana Jouleva
Executive Director
Access to Information Programme – Bulgaria
76, Vassil Levski Blvd., Floor 3
Sofia 1142, Bulgaria
gergana@aip-bg.org
gergana.jouleva@gmail.com

Sampa Kangwa-Wilkie
Program Officer
Freedom of Expression & Right to Information
Media Institute for South Africa,
Regional Secretariat
264 61 232975
P/B 13386, Windhoek Namibia
sampa@mis.org

Stephen Kay
Coordinator for Latin American Analysis
Federal Reserve Bank
1000 Peachtree Street N.E.
Atlanta, GA 30309-4470
1-404-498-8500
Stephen.kay@atl.frb.org

Ronald Krall
Senior Vice President and Chief Medical Officer
GlaxoSmithKline Plc
709 Swedeland Road, UW 2326
King of Prussia, PA, USA 19426
Office: 1-610-270-6107
Mobile: 1-484-744-1575
Ronald.L.Krall@gsk.com
B40blues@yahoo.com

Issa Luna Pla
Profesora
Universidad Nacional Autónoma de México
52 56-82-54-24
issa.luna@centrotransparencia.org
ilunapla@servidor.unam.mx

Firoze Manji
Co-Director
Fahamu Ltd & Fahamu Trust
2nd Floor, 51 Cornmarket Street
Oxford, OX1 3HA, UK
44 (0) 1865-727909
Firoze@fahamu.org

Conrad Martin
Executive Director
Stewart Mott Foundation
122 Maryland Avenue, NE
Washington D.C., USA 20002
FunConGov@aol.com

Emily Martinez
Director of Special Initiatives
Open Society Institute
1120 19th Street NW, 8th Floor
New York, NY, USA 20036
1-202-721-5624
emartinez@sorosny.org
emartinez@osi-dc.org

Jennifer McCoy
Director of the Americas Program
The Carter Center
453 Freedom Parkway
Atlanta, GA, USA 30307
1-404-420-5175
jmccoy@gsu.edu

Toby Mendel
Law & Asia Programmes Director
Article 19
Canada
1-902-431-3686
A19law@hfx.eastlink.ca

Marcos Mendiburu
Social Development Specialist
World Bank
1818 H Street, NW
Washington D.C., USA 20433
1-202- 473-3696
mmendiburu@worldbank.org

Jonas Moberg
Head of Secretariat
Extractive Industries Transparency Initiative,
Norway
Ruseløkkveien 26, 0251 Oslo
Norway
47 22 24 21 10
JMoberg@eitransparency.org

Carlos Monge
Grupo Propuesta Ciudadana
Lima, Peru
cmonge@desco.org.pe
choclimonge@hotmail.com

Laura Neuman
Access to Information Manager
Assistant Director of the Americas Program
The Carter Center
453 Freedom Parkway
Atlanta, GA, USA 30307
1-404-420-5146
lneuman@emory.edu

Victor Ndoma-Egba
Deputy Leader
Senate of the Federal Republic of Nigeria
National Assembly Complex, Three Arms Zone,
Abuja.
Nigeria
234 9 523 1337
victor@ndomaegba.com

Tavinder Nijhawan
Program Management Officer- Programs Branco
International Development Research Officer
Ottawa, Canada K1G 3H9
1- 613-236-6163, ext 2525
tnijhawan@idrc.ca

Deunden Nikomborirak
Research Director
Thai Development Research Institute
565 Ramkamhaeng 39
Bangkok 10310, Thailand
66-2-7185460
deunden@tdri.or.th

Priscilla Nyokabi
Program Officer,
Freedom of Information Network Coordinator
International Commission of Jurists, Kenya
priscilla.nyokabi@gmail.com

Sina Odugbemi
Program Head
Communication for Governance
and Accountability
World Bank
1818 H Street, NW
Washington D.C., USA 20433
1-202-458-2332
aodugbemi@worldbank.org

Edetaen Ojo
Executive Director
Media Rights Agenda – Nigeria
10, Agboola Aina Street, P.O. Box 52113, Ikoyi
Lagos, Nigeria
234 1 4936033 & 4936034
edet@mediarightsagenda.org
edet_ojo@hotmail.com
edetaen@yahoo.com

Juan Pablo Olmedo
Presidente
Fundación Pro Acceso
Mariano Sanchez Fontecilla #370, Las Condes
Santiago, Chile
56-2-381-5660
jpolmedo@cyo.cl

William Orme
Policy Advisor
Independent Media Development
United Nations Development Programme,
Democratic Governance Group
Bureau for Development Policy
304 East 45th Street, 10th Floor
New York, NY, USA 10017
Office: 1-212-906-5388
Mobile: 1-917-607-1026
William.orme@undp.org

Emilio Ortega
Fundación Violeta Barrios de Chamorro
Nicaragua
eortegap@ibw.com.ni

Nana Oye Lithur
Coordinator of Africa Office
Commonwealth Human Rights Initiative, Ghana
House No. 9, Samora Machel Street Asylum
Down, opposite Beverly Hills Hotel, Near Trust
Towers
Accra, Ghana
233-21-271170
nanaoyel@yahoo.co.uk

Marta Oyhanarte
Subsecretaria
Subsecret. of Institutional Relations, Argentina
Avda. J.A. Roca 782-9
Buenos Aires, Argentina
(5411) 4342-3921/3960
oyhanartem@jgm.gov.ar
martaoyhanarte@fibertel.com.ar

Suchi Pande
Secretary
National Campaign for People's Right to
Information
C-17/A DDA Flats, Munirka
New Delhi – 110 067
9811333041, 91-11-22063389, 22064281
Suchi_pande@yahoo.com
Ncpri.india@gmail.com

Darian Pavli
Legal Officer
Open Society Justice Initiative
400 W 59th Street
New York, NY, USA 10019
1-212-548-606
dpavli@justiceinitiative.org

Mitchell Pearlman
Government Information Consultant,
Counselor at Law
35 Bunker Hill Road
Glastonbury, CT, USA 06033
1-860-633-7758
m.pearlman@cox.net

Jose Thomas Perez
Director General
Corporación de Fomento Industrial
Santo Domingo, República Dominicana
1- 685-354-0234
josetomasperez@codetel.net.do

Suzanne Piotrowski
Assistant Professor
School of Public Affairs and Administration,
Rutgers University-Newark
718 Hill Hall, 360 Martin Luther King Blvd.
Newark, NJ, USA 07102-1895
1-973-353-5093 ext. 20
spiotrow@andromeda.rutgers.edu

Javier Ponce Cevallos
Secretario Particular del Presidente de la
República, Ecuador
593 2584000 ext. 208
Mobile: 593 92405778
Javier.Ponce@presidencia.gov.ec

Andrew Puddephat
Director
Global Partners UK
4th Floor Holborn Gate, 26 Southampton
Buildings
London, England, WC2A 1AH
44-207-239-1188
andrew@global-partners.co.uk

Rakesh Rajani
Founder
Members of Board of Directors
HakiElimu
739 Mathuradas/UN Road
P.O. Box 79401
Dar es Sala., Tanzania
[rrajani@post.harvard.edu](mailto:rrojani@post.harvard.edu)
info@hakielimu.org

Graeme Ramshaw
Program Officer
Results for Development Institute
Brookings Institute
1919 N Harvard St
Arlington, VA, USA 22201
1-202-741-6509
Mobile: 1-703-801-4284
gramshaw@brookings.edu

Hyeon-Ju Rho
Country Director, China Program
American Bar Association Rule of Law
Initiative
Oriental Kenzo Building B, Room 29F
No. 48 Dongzhimenwai Dajie Dongcheng
District, Dongzhimen
Beijing 100027 P.R. China
Tel: (011)(+86) 10 8454 9223
Mobile: (011)(+86) 137 1782 0124
rhoh@staff.abanet.org

Miguel Rivadeneira
Director General Radio Quito
El Comercio y Radio Quito
Coruña 2104 y Whimper
Quito, Ecuador
(593) 22508-301
mrivadeneira@ecuadoradio.com
rivadeneiramiguel@hotmail.com

Sarah Rivard
Program Assistant
Club of Madrid, Democracy Coalition Project
3100 Connecticut Avenue, NW, Apt. 239
Washington D.C., USA 20008
1-410-908-1258
Sarah.rivard@gmail.com

Alasdair Roberts
Professor
Maxwell School, Syracuse University
306 Eggers Hall
Syracuse, NY, USA 13244
1-315-443-4120
Alasdair.roberts@gmail.com

Fernando Rodrigues
International Nieman Fellow at
Harvard University
The Nieman Foundation for Journalism
at Harvard University
Lippmann House
One Francis Avenue
Cambridge, MA, USA 02138
1-617-495-2237
frodriguesbsb@uol.com.br
fernando_rodrigues@harvard.edu

Atila Roque
Directora
Instituto de Estudos Socioeconômicos, Brasil
SCS Quadra 08, Bloco B-50, Salas 433/441
Brasilia/DF - CEP: 70.333-970
55 (61) 3212-0200
atila@inesc.org.br

Marc Rotenburg
Executive Director
Electronic Privacy Information Center
1718 Connecticut Avenue, NW Suite 200
Washington D.C., USA 20009
1-202-483-1140
rotenburg@epic.org

Roberto Saba
Director Ejecutivo
Asociación por los Derechos Civiles
Cordoba 795, 8vo Piso
Buenos Aires, Argentina C1054AAG
(54-11) 5236-0555
541-149-644500 ext. 1201
rsaba@adc.org.ar

Marta Sacasa
Vice-Presidenta
Televiscentro de Nicaragua, S.A., Canal 2
Apartado Postal 688
Managua, Nicaragua
505-255-2222
Mobile: 505-885-5713, 505-278-2801
martas@canal2.com.ni

Salimah Samji
Google Foundation
San Francisco, CA, USA 94105
salimah@google.com

Jorge Santistevan de Noriega
Partner
Santistevan de Noriega & Assoc.
Avenida Jose Pardo 1540, Miraflores
Lima, Perú
(51) 14482027
jorge@santistevandenoriega.com

Patrick Schmidt
Associate Professor
Macelester University
St. Paul, MN, USA
schmidtp@macelester.edu

Emanuel Shears-Moses
Barrister and Solicitor
Law Reform Commission - Sierra Leone
232-22-227713, 232930
Mobile: 232-77-863130
232-33-356611
232-30-801515
8 Siaka Stevens Street
Freetown, Sierra Leone
shemoses@yahoo.co.uk

Ousmane Sidibe
Director
Institutional Development Commission
Bamako, Mali
ousmane_o_sidibe@yahoo.fr

Shekhar Singh
Founder
National Campaign for People's
Right to Information
14, Tower 2, Supreme Enclave, Mayur Vihar
Phase-I
New Delhi, India 110 091
shekharsingh@gmail.com

Rick Snell
Senior Lecturer
University of Tasmania
University of Tasmania, Private Box 89
GPO Hobart, Tasmania, Australia
r.snell@utas.edu.au

Dario Soto-Abril
Deputy Director
Trust for the Americas
Office: 1- 202-458-3458
Mobile: 1-703-220-8391
DSoto@oas.org

John Stremlau
Vice President of Peace Programs
The Carter Center
453 Freedom Parkway
Atlanta, GA, USA 30307
1-404-420-5157

Miguel Suazo
Coordinator
National Council for Government Reform
Dominican Republic
drmsuazo@gmail.com

Tom Susman
Partner
Ropes and Gray
One Metro Center, 700 12th Street, NW,
Suite 900
Washington D.C., USA 2005-3948
1- 202-508-4620
Thomas.susman@ropesgray.com

Min Tang
Deputy Secretary General
China Development Research Foundation
F4 Tunlien Tower No.8 East Avenue
Deshengman Xicheng District
Beijing, China
tangmin@cdrf.org.cn

Tseliso Thipanyane
Chief Executive Officer
South African Human Rights Commission
Private Bag 2700, Houghton
Johannesburg 2041, South Africa
27 (0) 11 484 8300
tthipanyane@sahc.org.za

Jack Thurston
Co-Founder
Farm Subsidy Organization
44 (0) 207 8060 786
jack@farmsubsidy.org

John Wilson
Department of International Legal Affairs
Organization of American States
jwilson@oas.org

Mohamed Tibanyendera
Advocacy and Broadcasting Officer
Media Institute of South Africa
PO Box 78172
Dar-es Sala, Tanzania
255-22-2137547
tibanyendera@yahoo.com

Anel Townsend
Consultant, Inter-American Development Bank
Advisory Council Member, PARLATINO
Washington D.C., USA
(51) 1-311-7666
atownsenddc@gmail.com

Patrick Tumwine
Advocacy and Networking Officer
Human Rights Network, Uganda
Kampala, Uganda
256 77 315896/256 41 2869
tumwinep@yahoo.com
advocacy@hurinet.or.ug

Ricardo Uceda
Director Ejecutivo
Instituto de Prensa y Sociedad, Perú
Calle Sucre 317 Barranco
Lima, Perú
51-1247-3308
dir@ipys.org

Vladimir Villegas
Ancla del Centro de Noticias Unión Radio
Grupo Unión Radio
58-991-1107
Calle Trinidad Con Paris, Qta. Barima, Piso 1,
Las Mercedes
Caracas, Venezuela
vvillegas45@gmail.com

Alex Wang
Attorney and Director
China Environmental Law Project
The Natural Resources Defense Council
awang@nrdc.org

THE
CARTER CENTER



Waging Peace. Fighting Disease. Building Hope.



Directives pour les Groupes de Travail

La méthodologie

Le deuxième jour de la conférence, jeudi 28 février, sera dédié aux groupes de travail. Un facilitateur et un rapporteur ont été sélectionnés pour chaque groupe de travail pour aider à présider et à prendre note des discussions de chaque groupe. La matinée et le début de l'après-midi de cette journée seront dédiés à l'analyse des questions, aux leçons apprises, aux succès, et aux défis afférents à chaque groupe. La dernière partie de la journée sera réservée à la synthèse des discussions et à l'identification des actions à mener pour l'avancement du droit à l'information. Nous donnerons à chaque groupe de travail trois diapositives Power Point qui présenteront les points suivants :

1. la présentation de la question
2. l'examen de la question
3. les actions à mener

Le facilitateur de chaque groupe de travail fera une présentation des diapositives Power Point au Président Carter et à tous les participants au cours de la séance plénière du vendredi 29 février. Nous rédigerons ensemble une déclaration ou affirmation de la conférence avec un plan d'attaque clair pour l'avancement du droit à l'information à partir du travail important et des discussions de chaque groupe, des diapositives présentées, et de la discussion finale en groupe.

Composition des Groupes

Les facteurs suivants ont été pris en compte pour la formation de chaque groupe de travail :

1. Les préférences exprimées pour un groupe de travail
2. Le mélange varié de participants
3. Les langues parlées
4. La taille et l'emplacement du groupe

Il est impératif, pour cette raison, que les membres de chaque groupe restent au sein du groupe de travail qui leur a été assigné. S'il-vous-plait ne changez sous aucun prétexte de groupe de travail. Nous vous prions de nous excuser si nous n'avons pas pu vous assigner à un groupe de travail sur la base de vos préférences initiales.